

Université de Montréal

**Est-ce que les systèmes proportionnels produisent des gouvernements dont
la durée est plus courte que les systèmes pluralitaires?**

par
Maxime Ricard

Département de science politique
Faculté des arts et sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de M. Sc.
en science politique

Décembre 2004

© Maxime Ricard, 2004



JA

39

U54

2005

v. 005

AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

IDENTIFICATION DU JURY

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

Est-ce que les systèmes proportionnels produisent des gouvernements dont la
durée est plus courte que les systèmes pluralitaires?

Présenté par :

Maxime Ricard

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Louis Massicotte
président-rapporteur

André Blais
directeur de recherche

Patrick Fournier
membre du jury

RÉSUMÉ ET MOTS CLÉS

Résumé

Cette étude vise à vérifier si les systèmes proportionnels produisent des gouvernements dont la durée est plus courte que ceux des systèmes pluralitaires. L'hypothèse principale prévoit que les modes de scrutin proportionnels produisent des gouvernements qui durent moins longtemps que ceux issus des modes de scrutin pluralitaires. Nous étudions 36 démocraties entre 1972 et la fin juin 2004, totalisant 379 cabinets.

Les résultats confirment nos hypothèses. Les gouvernements issus des scrutins proportionnels durent 7 mois de moins que ceux issus des scrutins pluralitaires, après avoir contrôlé pour les variables du mandat maximal entre chaque élection, de la taille de la population et de la force de la démocratie. De plus, nous démontrons que l'influence du mode de scrutin sur la durée des gouvernements n'est qu'indirecte, par l'entremise du type de cabinet formé. La différence moyenne dans la durée des cabinets est uniquement due au fait que les gouvernements majoritaires formés d'un seul parti sont moins fréquents dans les systèmes proportionnels que dans les systèmes pluralitaires.

Mots clés

Science politique, élections, cabinet, mode de scrutin, système électoral, système proportionnel, représentation proportionnelle, système pluralitaire, stabilité gouvernementale, durée gouvernementale, instabilité gouvernementale

SUMMARY AND KEYWORDS

Summary

This study examines if governments last longer in plurality than in proportional systems. Our hypothesis is that governments formed under proportional systems are shorter than those produced by plurality systems. We examine government duration in 36 democracies from 1972 to the end of June 2004, for a total of 379 cabinets.

The results confirms our hypothesis. Governments produced under proportional systems last 7 months less than those under plurality systems, after controlling for exogenous factors like maximum length of time between elections, size of population and strength of democracy. We also demonstrate that the influence of the electoral system is only indirect, through the type of cabinet that is formed. It is only because single-party majority governments are less frequent in proportional systems that governments have shorter lives.

Keywords

Political science, elections, cabinet, electoral system, proportional system, proportional representation, plurality system, government stability, government duration, government instability

TABLE DES MATIÈRES

Identification du jury.....	iii
Résumé et mots clés.....	iv
Summary and keywords.....	v
Table des matières.....	vi
Liste des tableaux.....	viii
Remerciements.....	ix
 INTRODUCTION	 1
REVUE DE LA LITTÉRATURE.....	8
Études sur la durée des gouvernements	8
Études spécifiques.....	13
MÉTHODOLOGIE.....	16
Hypothèses de recherche.....	16
Hypothèse 1	17
Hypothèse 2	18
Hypothèse 3	20
Les catégories de modes de scrutin (variable indépendante).....	23
La mesure de la durée des gouvernements (variable dépendante).....	26
Changement de Premier ministre.....	29
Démission formelle du cabinet	30
Changement dans le statut du cabinet.....	30
Changement dans les partis qui soutiennent le cabinet sans y participer.....	32
Élection générale.....	33
Durée du mandat	35
Les variables intermédiaires	37
La composition du cabinet	37
Le statut du cabinet	37
Les variables exogènes	39
Mandat maximal	39
Population	40
Indice de Freedom House	40

Le choix des pays et la période couverte	41
Provenance des données.....	44
Outils utilisés	45
RÉSULTATS	46
Résultats généraux	46
Résultats en fonction du mode de scrutin	49
Ajout des variables exogènes	51
Vérification de l'hypothèse 1	52
Ajout des variables intermédiaires	54
Vérification de l'hypothèse 2	55
Vérification de l'hypothèse 3	56
CONCLUSION.....	58
BIBLIOGRAPHIE	63
ANNEXE I : Le calcul de la durée des gouvernements.....	67
ANNEXE II : Tableau X – Liste détaillée des cabinets.....	68

LISTE DES TABLEAUX

TABEAU I : Les pays retenus en fonction du système électoral	25
TABEAU II : Les différents termes législatifs.....	39
TABEAU III : Pays retenus et année de démocratisation	43
TABEAU IV : Résultats généraux	48
TABEAU V : Analyse bivariée : durée moyenne pour les deux modes de scrutin	49
TABEAU VI : Ajout des variables exogènes.....	51
TABEAU VII : Prédiction de la durée moyenne des cabinets	53
TABEAU VIII : Ajout des variables explicatives.....	54
TABEAU IX : Types de gouvernements produits par les modes de scrutin...	56
TABEAU X : Liste détaillée des cabinets.....	68

REMERCIEMENTS

On dit que l'on récolte ce que l'on sème. Mais encore faut-il que l'on nous ait fourni les bons outils et la bonne technique, de même que l'énergie nécessaire pour mener à bien nos projets.

Je saisis donc cette occasion pour remercier mes parents, Carole et Jean-Maurice, qui m'ont 'fourni les bons outils' et m'ont permis de me rendre là où je suis maintenant. Je souhaite aussi remercier tout particulièrement mon professeur et directeur de recherche, André Blais. Ce dernier m'a grandement aidé dans le choix de mon sujet et aussi dans l'acquisition des bonnes 'techniques', en me prodiguant de précieux conseils lors de la rédaction de ce mémoire. Je dois aussi une fière chandelle à ma chère Julie, qui m'a soutenue de façon inconditionnelle et m'a fourni l'énergie nécessaire pour mener à bien ce mémoire et ma maîtrise.

Finalement, je souhaite remercier le professeur Louis Massicotte pour ses avis éclairés sur les modes de scrutin et la durée des gouvernements, mon collègue François Gélneau pour m'avoir aidé à y voir clair dans les logiciels statistiques, de même que la Fondation Berthelet-Aubin qui m'a fournie une aide financière pour terminer ce mémoire.

INTRODUCTION

La réforme du mode de scrutin est un sujet d'actualité grandement discuté dans plusieurs provinces canadiennes. Au Québec, le ministre délégué à la Réforme des institutions démocratiques, Jacques Dupuis, a promis le dépôt d'un avant-projet de loi sur une réforme du mode de scrutin d'ici la fin de l'année 2004. En Colombie-Britannique, l'Assemblée des citoyens sur la réforme électorale a déposé son rapport final le 10 décembre. Intitulé '*Making Every Vote Count: The Case for Electoral Reform in British Columbia*', le rapport propose d'adopter le Vote unique transférable. La proposition fera l'objet d'un référendum lors de l'élection provinciale prévue le 17 mai 2005. Au Nouveau-Brunswick, la Commission législative étudie présentement deux modèles mixtes. Elle déposera son rapport d'ici la fin 2004. À l'Île du Prince-Édouard, la Commission sur la réforme électorale, présidée par le juge Carruthers a remis son rapport en décembre 2003, recommandant que la province adopte un système mixte. Le Premier ministre Binns a d'ailleurs promis d'y faire suite, en annonçant la création d'une commission indépendante formée des partis politiques et du public, ayant notamment pour mandat d'examiner la question qui pourrait être posée lors d'un référendum. Finalement, le Premier ministre ontarien McGuinty a créé le Secrétariat au renouveau démocratique et a récemment promis la création d'une assemblée citoyenne similaire à celle de Colombie-Britannique.

Le débat sur la réforme du mode de scrutin s'est aussi transporté sur la scène fédérale, lorsque les partis d'opposition ont forcé l'adoption d'amendements au discours du trône faisant mention de la réforme électorale. En effet, le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre s'est vu confié la tâche de recommander un processus pour examiner la réforme du mode de scrutin. Lors de sa réunion du 9 décembre 2004, le Comité a décidé qu'il se prononcerait à la fin avril 2005, après avoir entendu différents experts sur le sujet, toutes les semaines à compter de février 2005.

Preuve que le sujet est d'actualité, les articles d'opinion sur les bienfaits et méfaits de tel ou tel mode de scrutin se font de plus en plus fréquents.

Dans le débat qui oppose les tenants de l'approche majoritaire à ceux de l'approche proportionnelle, nous pouvons distinguer deux types d'arguments. Les arguments empiriques concernent les conséquences de chaque système électoral, tandis que les arguments normatifs représentent un jugement de valeur effectué à l'endroit des conséquences de ce système. Nous retrouvons aussi des valeurs générales qui sont associées de près ou de loin aux différents effets des modes de scrutin.

La stabilité et l'efficacité sont deux des valeurs souvent mentionnées par les opposants aux modes de scrutin proportionnels. Selon eux, les systèmes majoritaires créeraient des gouvernements forts et stables, permettant la prise de

décisions efficaces, tandis que les modes de scrutin proportionnels rendraient les gouvernements instables et inefficaces. La logique derrière ce raisonnement tient au fait que les systèmes majoritaires donnent une prime en sièges aux partis les plus forts, permettant souvent la formation de gouvernements formés d'un seul parti majoritaire, tandis que les systèmes proportionnels répartissent les sièges de façon plus équitable, ce qui rend plus fréquente la formation de coalitions et/ou de gouvernements minoritaires. Les gouvernements formés d'un seul parti majoritaire seraient moins divisés et moins vulnérables aux attaques des autres partis, d'où une plus grande stabilité et efficacité dans la conduite de leur programme.

Les concepts de stabilité et d'efficacité font eux-mêmes l'objet d'un vif débat. Par exemple, Warwick (1994) affirme que les systèmes parlementaires qui ne produisent pas de gouvernements durables sont susceptibles de ne pas élaborer les lois de façon efficace, de ne pas attirer l'appui populaire et peut-être même de ne pas survivre à long terme. À l'opposé, Siegfried (1955) analyse la Quatrième République française et ses gouvernements de très courte durée, et démontre que plusieurs ministres de ces courts cabinets servaient ensuite dans les suivants, ce qui assurait une certaine stabilité des politiques :

« Actually the disadvantages are not as serious as they appear to foreign observers. When there is a cabinet crisis, certain ministers change or the same ministers are merely shifted around; but no civil servant is displaced, and the day-by-day administration continues without interruption. Furthermore, as the same ministers hold over from one

cabinet to another, they form as it were teams of government. This leads to the paradox of stable policy with unstable cabinets. »¹

Selon cette logique, passer d'un parti majoritaire à un autre, ce qui est plus fréquent en système majoritaire, représenterait un changement bien plus drastique. En reprenant cette idée de stabilité dans l'instabilité, Hubert et Martinez-Gallardo (2003) affirment même que l'Italie est plus stable que la Grande-Bretagne. Ces derniers démontrent qu'entre 1950 et 1990, le temps moyen où les ministres italiens occupaient un des dix ministères les plus importants était de 1389 jours, comparé à 1276 jours pour les ministres Britanniques.

Le débat sur la stabilité et l'efficacité est loin d'être tranché. La littérature ne s'entend pas sur une définition commune de ces termes et encore moins sur les variables à mesurer. La question de l'efficacité est la plus controversée. Boston et al. (2003) identifient trois critères reliés à l'efficacité : la durée des gouvernements, leur niveau d'efficacité décisionnelle et la capacité de remplir leurs responsabilités. Ces derniers admettent que leurs critères sont difficiles à mesurer et ne font pas l'unanimité. Pour ce qui est de la stabilité, les opinions divergent aussi, même si la plupart des auteurs s'entendent toutefois sur le fait que la durée des gouvernements en est un bon indicateur. Lijphart (1984) s'inscrit pourtant en faux contre cette pratique. Ce dernier reprend l'exemple de

¹ André Siegfried, *Stable Instability in France*, Foreign Affairs (34) no 1-4, October 1955 - July 1956, p. 399.

Siegfried et des cabinets de la quatrième république pour démontrer que de fréquents changements de gouvernement ne sont pas nécessairement un signe d'instabilité. De plus, il note à l'inverse que les gouvernements qui durent longtemps ne produisent pas nécessairement des politiques efficaces. Il donne l'exemple des Unionistes qui dirigèrent l'Irlande du Nord de 1921 à 1972 mais ne purent empêcher les problèmes du pays d'aboutir en guerre civile. Lijphart suggère que la durée des cabinets est plutôt un bon indicateur du pouvoir de l'exécutif comparé à celui du législatif.²

Tout comme le concept d'efficacité, celui de stabilité peut prendre plusieurs sens. La stabilité politique se réfère à la stabilité du système démocratique, sa capacité de répondre aux exigences des citoyens et de maintenir l'ordre.³ La stabilité gouvernementale peut être prise dans son sens large, c'est-à-dire la stabilité du cabinet et de la bureaucratie qui assure l'exécution des ordres ministériels. Finalement, les études portant uniquement sur la durée des cabinets ministériels se réfèrent au sens étroit de la stabilité gouvernementale. C'est le sens auquel la littérature se réfère le plus souvent et celui que nous retenons. Nous ne nous pencherons donc pas sur les arguments normatifs concernant les valeurs de stabilité et d'efficacité. Le but premier de ce travail est d'examiner les liens entre la durée des gouvernements et les modes de scrutin. Nous comptons aussi observer les différents types d'événements mettant fin aux gouvernements, de même que le nombre de partis composant les cabinets.

² Arend Lijphart, « A Note on the Meaning of Cabinet Durability », p. 164.

L'intérêt que nous portons aux modes de scrutin et à leurs effets est lié à la résurgence du débat dans l'espace politique québécois et canadien. Les recherches effectuées jusqu'à présent nous ont permis de prendre connaissance de plusieurs études comparatives portant sur les effets des modes de scrutin. Nous avons trouvé une imposante quantité d'informations sur la relation entre le nombre de partis politiques représentés dans les parlements et les modes de scrutin, ou encore la relation de ces derniers avec le taux de participation, mais très peu examinent la relation directe entre le système électoral utilisé et la durée des gouvernements.

Une importante littérature européenne existe pourtant concernant la durée des gouvernements, particulièrement en ce qui concerne les gouvernements de coalition. Le fait que le lien avec les modes de scrutin soit rarement étudié provient sans doute du constat que la grande majorité des pays d'Europe de l'Ouest ont adopté des modes de scrutin proportionnels depuis longtemps et qu'en conséquence, la comparaison entre les différents systèmes électoraux n'est pas pertinente.

Nous étudie a pour objectif de remédier à ce manque et d'apporter une contribution au débat sur les modes de scrutin. Nous tenterons donc de déterminer quel est l'effet des modes de scrutins sur la durée moyenne des

³ Voir Powell, 1982 et Harmel et Robertson, 1986.

gouvernements et ce, pour l'ensemble des pays aux scrutins pluralitaires et proportionnels.

Dans un premier temps, nous effectuerons une revue de la littérature sur la durée des gouvernements et les coalitions, de même que les liens qui les unissent aux modes de scrutin. La deuxième partie portera sur l'hypothèse et la méthodologie utilisée. Finalement, nous présenterons les résultats et analyserons leur signification.

REVUE DE LA LITTÉRATURE

Études sur la durée des gouvernements

Plusieurs études se penchent sur la durée des gouvernements et les causes marquant la fin et le début d'un nouveau gouvernement. Les premières observent principalement l'influence des institutions sur la stabilité gouvernementale. Dès la fin du 19^e siècle, Lowell (1896) affirme que la structure du système de partis détermine la stabilité du cabinet :

« ... the parliamentary system will give the country a strong and efficient government only in case the majority consists of a single party. But this is not all. The opposition must also be united. So long as the ministry stands, the composition of the minority is, indeed, of little consequence; but when that minority becomes a majority, it must in turn be a single party, or the weakness of a coalition ministry cannot be avoided. »⁴

Dans *Political Parties*, Duverger (1954) reprend l'idée que l'opposition doit être unie pour assurer la stabilité gouvernementale :

« ...today's opposition will tomorrow assume the sole responsibility of office, preserve it from any exaggerated demagoguery which might react to its disadvantage... On the other hand in a multi-party system the oppositions tend naturally to be demagogic as a result of a converse process. »⁵

En 1971, Taylor et Herman effectuent une première étude empirique d'envergure pour vérifier l'affirmation de Lowell, devenue un axiome. Ils formulent plusieurs hypothèses, dont celles que la durée des gouvernements est inversement proportionnelle au nombre de partis présents au parlement et au cabinet, que les gouvernements majoritaires sont plus stables que les gouvernements minoritaires et que la stabilité gouvernementale est proportionnelle au nombre de partis formant l'opposition. Leur analyse de dix-neuf pays confirme toutes leurs

⁴ A. Lawrence Lowell, « Governments and Parties in Continental Europe », p. 73.

⁵ Maurice Duverger, « Political Parties », p. 415.

hypothèses, sauf celle concernant la structure de l'opposition : le nombre de partis d'opposition ou le fractionnement de l'opposition n'influence pas la stabilité gouvernementale. Par la suite, Sanders et Herman (1977) confirment que les gouvernements au statut majoritaire survivent plus longtemps que les gouvernements minoritaires.

Dodd (1976) développe ensuite une théorie axée sur la composition des cabinets. Il en différencie trois types; les 'minimum winning cabinets', les 'oversized cabinets' et les 'undersized cabinets'.⁶ Le cabinet minimal majoritaire est celui qui n'associe pas plus de partis qu'il n'est nécessaire pour obtenir une majorité parlementaire. Le cabinet plus large que nécessaire est celui qui pourrait se départir d'au moins un parti tout en conservant son statut majoritaire. Finalement, le cabinet minoritaire 'undersized' est celui qui ne possède pas l'appui de la majorité parlementaire. Dodd trouve que les cabinets minimaux majoritaires durent plus longtemps que les deux autres types, et que plus les cabinets s'éloignent d'une composition minimale majoritaire, moins ils sont durables.

La plupart des études subséquentes, dont celle de Warwick (1979), confirment le fait que les cabinets minimaux majoritaires durent plus longtemps. Par contre, Grofman (1989) affirme que la relation entre les cabinets minimaux majoritaires et la durée des gouvernements est illusoire. Cette relation viendrait du fait que

les pays où l'on retrouve seulement deux ou trois partis politiques majeurs, donc où les cabinets minimaux majoritaires sont la norme, sont aussi ceux dont les gouvernements durent le plus longtemps en raison du faible fractionnement partisan. À l'inverse, les pays où l'on retrouve plusieurs partis politiques sont ceux dont les gouvernements durent le moins longtemps, non pas en raison de l'absence de cabinets minimaux majoritaires mais plutôt à cause du fractionnement des partis.

Pour leur part, Axelrod (1970) et De Swaan (1973) démontrent que les coalitions connexes ou fermées, qui associent des partis politiques voisins sur le spectre politique gauche-droite sans qu'il y ait interruption, durent plus longtemps que les autres.

Plus récemment, Browne, Frendreis et Gleiber (1986) ont suggéré que l'approche institutionnelle devrait être mise de côté, affirmant que son pouvoir explicatif est très limité. Pour eux, la probabilité qu'un gouvernement change n'est pas fonction des caractéristiques que possède le cabinet, mais plutôt le fait d'événements non prévisibles comme les scandales politiques, les crises internationales, la maladie ou la mort d'un Premier ministre, etc. La fréquence des changements de gouvernement obéirait donc à une distribution hasardeuse. Browne et al. n'ont toutefois eu des résultats positifs que pour quatre des douze pays qu'ils étudiaient.

⁶ Nous utiliserons par la suite la traduction française de Colliard (1978, pp.119-124) pour

Parmi les études récentes appartenant à l'école institutionnelle, celle de Strom (1985) nous semble particulièrement intéressante. Ce dernier observe la durée des gouvernements de quinze pays en les classant selon leur statut (majoritaire ou minoritaire) et leur composition (un seul parti ou coalition), de 1945 à 1982. Il découvre que la composition des cabinets a plus d'influence sur la durée des gouvernements que leur statut. Les gouvernements de coalition durent en moyenne 14.9 mois et ceux formés d'un seul parti, 21.1 mois. Il distingue aussi les cabinets minoritaires 'formels', qui sont soutenus par un ou plusieurs partis qui ne sont pas inclus dans la coalition.

Une autre distinction dont tient compte Strom concerne la dimension 'non partisane' de certains cabinets, c'est-à-dire ceux qui, par définition, ne dureront pas longtemps puisqu'ils ne font qu'administrer l'État jusqu'à ce qu'un nouveau gouvernement soit formé. Finalement, Strom regroupe les événements pouvant mener à la fin d'un gouvernement en ordre d'importance et découvre que les gouvernements majoritaires formés d'un seul parti démissionnent plus pour des raisons 'techniques' (comme une élection) que les autres (qui démissionnent davantage pour des raisons volontaires ou de crise), démontrant leur force et influence législative plus grande. Nous discuterons plus loin des causes de la fin d'un gouvernement et de l'importance à accorder à chacune.

désigner les différents types de cabinets et de coalitions.

L'étude de Laver et Schofield (1990) se rapproche de notre objet de recherche. Ces derniers observent la durée des gouvernements de douze pays d'Europe de 1945 à 1987. Bien qu'ils ne se préoccupent pas directement des modes de scrutin, ils font le lien entre le nombre effectif de partis, qui est un produit de la structure électorale (voir Cox, 1997), et la durée moyenne des gouvernements. Leur résultat ne révèle toutefois pas de lien entre ces deux variables. Il faut dire que l'échantillon utilisé ne comprenait pas la Grande-Bretagne, le seul pays au système majoritaire à un tour d'Europe et celui dont la durée des gouvernements est une des plus longues. Le nombre effectif de partis y a d'ailleurs toujours été un des plus bas d'Europe. Inclure ce pays dans leur analyse de la relation entre le nombre de partis et la durée des gouvernements permettrait peut-être d'obtenir des résultats plus significatifs.

Études spécifiques

L'étude de Katz dans *Democracy and Elections* (1997) observe la durée des gouvernements en les classant directement selon leur mode de scrutin. Katz étudie plus de huit cent élections, du dix-neuvième siècle à 1985 dans plus de soixante-dix pays. Son résultat indique que les cabinets évoluant dans des systèmes proportionnels avec seuils durent 611 jours, comparativement à 635 jours pour les systèmes proportionnels sans seuils et 1,121 jours pour les cabinets des systèmes pluralitaires. Les cabinets issus des modes de scrutin proportionnels dureraient donc entre 16 et 17 mois de moins que ceux issus des systèmes pluralitaires.

Néanmoins, l'étude de Katz ne répond pas tout à fait à notre préoccupation, puisqu'il omet plusieurs élections et y inclut plusieurs pays non démocratiques. Pour des raisons de comparaison et de généralisation des données, nous ne nous intéressons qu'à l'étude des systèmes démocratiques. Malheureusement, Katz ne distingue pas, dans ses résultats, les pays démocratiques de ceux qui ne le sont pas. De plus, la dernière élection qu'il inclut dans ses données date de 1985. L'étude que nous proposons inclura donc davantage de cas récents, notamment les nouvelles démocraties d'Europe centrale et orientale.

Powell (1982) étudie la durée des cabinets dans 19 démocraties parlementaires établies, de 1967 à 1976. Il indique que les gouvernements des systèmes pluralitaires durent en moyenne 36 mois, tandis que ceux des systèmes

proportionnels ont une durée moyenne de 30 mois, soit une différence de 6 mois. L'étude de Powell est utile pour plusieurs points. Premièrement, l'auteur établit clairement ce qu'il considère être un changement de gouvernement : « Durability is counted from the forming of a government until it is dissolved or new elections are held, whichever comes first. If the parties in the government change, or when a party split changes the coalition from majority to minority, a new government is held to have begun⁷ ».

Deuxièmement, l'auteur ne tient pas compte des systèmes présidentiels, puisqu'ils produisent des exécutifs peu redevables devant le parlement, presque impossibles à destituer. Powell ne conserve que les systèmes parlementaires, dont les gouvernements « can at any time be replaced by action of the legislative majority⁸ ». Finalement, l'auteur plafonne à 36 mois la durée maximale des gouvernements à des fins de comparaison. Cela s'explique par le fait que le mandat maximal que peut effectuer un gouvernement varie d'un pays à l'autre. Par exemple, un gouvernement canadien peut exercer le pouvoir pendant 5 ans avant de devoir convoquer les électeurs aux urnes, tandis que les gouvernements néo-zélandais doivent se soumettre au verdict des électeurs tous les trois ans.

Les choix méthodologiques que nous devons faire s'inspireront en partie du travail détaillé de Powell. Néanmoins, l'auteur ne distingue pas, dans ses

⁷ G. Bingham Powell, « Contemporary Democracies : Participation, Stability, and Violence », p. 144.

⁸ Ibid., p. 134.

résultats, les gouvernements de coalition de ceux formés d'un seul parti, même s'il précise que ces derniers sont plus fréquents dans les systèmes majoritaires.

Notre étude tentera d'étudier l'influence de cette variable intermédiaire qu'est la composition des gouvernements. De plus, Powell écarte plusieurs pays de son analyse, par manque de données socio-économiques pour répondre à d'autres questions de son étude. Nous étudierons donc davantage de cas, en plus de couvrir une période plus étendue et y inclure des données plus récentes.

MÉTHODOLOGIE

Hypothèses de recherche

La revue de la littérature nous a permis de soulever plusieurs questions concernant les modes de scrutin, la durée des gouvernements et les différents types de cabinets pouvant être étudiés. Nous avons constaté qu'il existait peu d'études portant directement sur notre question de recherche, soit l'influence du système électoral sur la durée des gouvernements. De plus, les nombreux travaux portant sur la durée et le type de gouvernement se sont restreints, pour la plupart, à l'Europe de l'Ouest.

Notre étude tentera donc de déterminer si la durée des gouvernements varie en fonction du mode de scrutin utilisé.

Hypothèse 1

Selon Katz (1997), les cabinets issus de modes de scrutin proportionnels durent entre 16 et 17 mois de moins que ceux issus des systèmes pluralitaires. Selon Powell (1982), ce serait plutôt 6 mois.

Compte tenu de la diversité des caractéristiques de chacune de ces deux études, il nous est difficile de prévoir ce que donneront nos propres résultats, à savoir la différence entre la durée des gouvernements issus de chaque mode de scrutin. Par contre, plusieurs arguments théoriques nous amènent à prédire la direction de la différence.

Nous devrions nous attendre à ce que les systèmes proportionnels produisent des gouvernements dont la durée est plus courte que ceux des systèmes pluralitaires. Ces derniers sont plus susceptibles de produire des gouvernements formés d'un seul parti majoritaire. La formation du cabinet se fait plus rapidement et les risques de conflits idéologiques entre les membres du cabinet sont moins élevés. Ce type de gouvernement est aussi moins susceptible de subir une défaite législative.

Notre hypothèse principale est donc la suivante :

H1 : Toute autre chose étant égale par ailleurs, les modes de scrutin proportionnels produisent des gouvernements qui durent moins longtemps que ceux issus des modes de scrutin pluralitaires.

Hypothèse 2

De plus, nous croyons que la composition et le statut des cabinets sont des variables intermédiaires qui sont aussi influencées par les modes de scrutin et agissent à leur tour sur la durée des gouvernements, comme le suggèrent Laver et Schofield (1990, p.163) et Powell (1982, p.134).

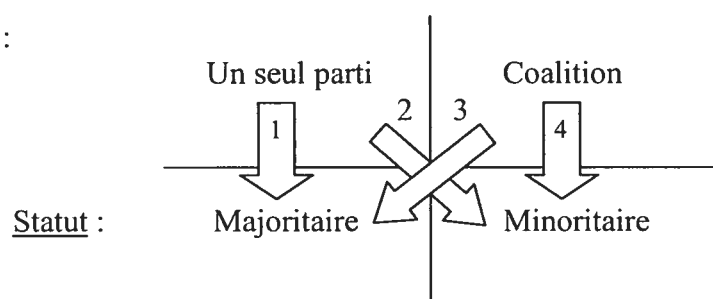
La théorie selon laquelle les gouvernements composés de plusieurs partis durent moins longtemps que ceux formés d'un seul parti repose sur le fait qu'il est plus

difficile de s'entendre lorsque davantage de forces politiques participent aux décisions.

Le fait qu'un gouvernement ait un statut majoritaire ou minoritaire aura une influence considérable sur sa durée de vie. Les gouvernements minoritaires ne disposant pas de l'appui formel de la majorité de la chambre, le mécontentement de cette dernière peut entraîner un vote de non-confiance beaucoup plus facilement que lorsque le gouvernement possède l'appui d'une majorité de la chambre, surtout lorsqu'il y a une grande discipline de parti.

La composition et le statut d'un cabinet sont deux caractéristiques essentielles à la définition d'un gouvernement. La composition réfère au nombre de partis formant le cabinet et le statut, au fait que le gouvernement s'appuie ou non sur la majorité de la chambre. Les deux variables se combinent pour former quatre types de gouvernements possibles :

Composition :



Les quatre types de gouvernements possibles sont donc :

1. Les gouvernements majoritaires formés d'un seul parti
2. Les gouvernements minoritaires formés d'un seul parti
3. Les gouvernements majoritaires formés de plusieurs partis
4. Les gouvernements minoritaires formés de plusieurs partis

Puisqu'il est plus difficile de s'entendre à plusieurs, de même qu'il est plus difficile de conserver le pouvoir lorsque l'on ne possède pas de majorité en chambre, nous croyons que les gouvernements majoritaires formés d'un seul parti seront les plus durables. Ensuite, les gouvernements majoritaires formés de plusieurs partis arriveront en deuxième position, devant les gouvernements minoritaires formés d'un seul parti. Nous croyons donc, contrairement à ce qu'affirme Strom (1985), que le statut d'un cabinet a davantage d'influence sur sa durée que n'en a sa composition. Selon nous, les gouvernements majoritaires formés de plusieurs partis auront une durée de vie plus longue que les gouvernements minoritaires formés d'un seul parti, puisqu'il est plus facile de passer au travers d'une dispute entre partis de même tendance à l'intérieur d'un cabinet de coalition majoritaire que de survivre contre une opposition majoritaire.

Finalement, les gouvernements de coalition minoritaires dureront le moins longtemps, devant à la fois affronter les querelles internes et une opposition majoritaire à un contre tous.

L'examen du type de gouvernement nous permettra donc de vérifier l'hypothèse suivante sur la durée des différents types de gouvernements :

H2 : Toute autre chose étant égale par ailleurs, les gouvernements majoritaires formés d'un seul parti dureront plus longtemps que les gouvernements majoritaires formés de plusieurs partis. Ces derniers dureront à leur tour plus longtemps que les gouvernements minoritaires formés d'un seul parti, qui à leur tour dureront plus longtemps que les gouvernements minoritaires formés de plusieurs partis.

Hypothèse 3

Selon nous, l'ajout des deux variables intermédiaires que représentent la composition et le statut du cabinet expliquera la totalité de l'influence du mode de scrutin. Ainsi, nous croyons qu'un même type de gouvernement (même composition et même statut) issu des deux modes de scrutin différents aura la même durée de vie. Le mode de scrutin n'aurait donc aucune influence directe sur la durée des gouvernements. Les gouvernements issus des modes de scrutin proportionnels auraient une durée de vie moyenne plus courte uniquement en raison du fait que la proportionnelle est moins susceptible de produire des gouvernements majoritaires formés d'un seul parti. Nous tenterons donc de vérifier l'hypothèse suivante :

H3 : Les modes de scrutin proportionnels ne produisent des gouvernements moins durables que parce que les gouvernements qui en résultent sont plus susceptibles d'être minoritaires ou formés de plusieurs partis.

Nous avons aussi des raisons théoriques de croire qu'un certain nombre de variables exogènes viennent fausser le débat sur l'influence réelle des modes de scrutins. Par exemple, Powell (1982) souligne avec justesse que la durée maximale pouvant s'écouler entre chaque élection varie grandement d'un pays à l'autre. Nous savons qu'une élection générale doit être tenue au plus tard tous les trois ans en Nouvelle-Zélande, tandis qu'il peut s'écouler jusqu'à cinq ans avant que les électeurs canadiens soient convoqués aux urnes. Ainsi, la durée maximale des gouvernements est limitée par celle des mandats des parlements auxquels ils sont redevables et cette limite n'est pas la même pour tous. Nous discuterons des options s'offrant à nous concernant la durée maximale entre chaque élection dans la section sur la mesure de la durée des gouvernements.

Une autre variable exogène pouvant fausser nos résultats est la population des pays étudiés. En effet, cette variable nous semble corrélée de près avec le mode de scrutin. Les pays les moins peuplés de notre étude se situent dans les Antilles, des pays de tradition parlementaire britannique qui utilisent tous le mode de scrutin pluralitaire. Ces derniers comptent pour huit des treize pays au système pluralitaire de notre étude (les cinq autres étant la Canada, le Royaume-Uni, le Botswana, l'Île Maurice et la Nouvelle-Zélande avant 1996). Ces huit pays possèdent tous moins de 300,000 habitants, à l'exception de la Jamaïque dont la population varie de 1,900,000 à 2,400,000 habitants pendant la période étudiée.

Selon nous, les pays possédant une petite population sont plus susceptibles d'avoir des gouvernements qui durent longtemps. Tout étant égal par ailleurs, les pays à forte population seront plus hétérogènes aux plans sociaux et territoriaux. Cette hétérogénéité favorisera l'émergence d'un plus grand nombre de partis, réduisant la probabilité de cabinets majoritaires formés d'un seul parti.

Finalement, nous croyons que la durée des gouvernements peut être influencée par une autre variable extérieure au mode de scrutin, soit le degré de démocratisation du pays. En effet, il nous semble que les pays nouvellement démocratisés ont au départ un certain apprentissage de la démocratie à accomplir. Cela se voit par exemple dans l'assemblée hétéroclite élue en Pologne lors de l'élection d'octobre 1991, où une vingtaine de partis avaient obtenu une représentation parlementaire, dont le parti des amateurs de bière, tandis que le parti le plus populaire n'obtenait que 12,3% des suffrages. Selon nous, il suffit de quelques années pour que les partis politiques les plus sérieux se consolident et que les élus apprennent à mieux connaître leur rôle et la dynamique parlementaire.

Avant d'expliquer comment nous traiterons ces trois variables exogènes, nous parlerons des variables indépendante, dépendante et intermédiaires.

Les catégories de modes de scrutin (variable indépendante)

La formule électorale utilisée dans un pays, ou le mode de scrutin, représente notre variable indépendante. La typologie que nous suivons s'inspire de celle de Blais et Massicotte (2002) dans '*Comparing Democracies : New Challenges in the Study of Elections and Voting*'⁹. Nous avons retenu deux catégories de modes de scrutin : les systèmes pluralitaires uninominaux à un tour et les systèmes proportionnels de liste. Dans la catégorie des systèmes proportionnels de liste, nous avons ajouté les pays aux systèmes mixtes correctifs, de même que les pays aux systèmes 'supermixtes'.

Nous avons choisi de ne pas aborder les systèmes majoritaires ou mixtes parallèles pour plusieurs raisons. Premièrement, très peu de ces systèmes répondaient à l'ensemble de nos critères, soit la France et l'Australie pour les systèmes majoritaires, puis la Lituanie et le Japon pour les systèmes mixtes parallèles. De plus, la France et l'Australie diffèrent grandement entre eux. La France utilise le scrutin majoritaire à deux tours et l'Australie le vote préférentiel. Il nous aurait été impossible de généraliser ces résultats pour le mode de scrutin majoritaire. Le même raisonnement s'appliquait pour la Lituanie et le Japon. Finalement, l'objectif de ce mémoire est d'apporter une contribution aux débats provinciaux et fédéraux ayant cours au Canada, un débat qui ne semble pas vouloir considérer ces deux dernières formes de mode de scrutin.

⁹ André Blais et Louis Massicotte, « Electoral Systems », p. 40-69.

Nous avons aussi choisi d'exclure les pays utilisant la proportionnelle au vote unique transférable, soit l'Irlande et Malte. Comme le souligne Farrell (1997), la littérature ne s'entend pas sur le degré de proportionnalité du vote unique transférable et de ses conséquences sur les systèmes politiques. Farrell mentionne que Blondel (1969), Gallagher (1975), Lijphart (1986; 1994) et Taagepera et Shugart (1989) suggèrent que le vote unique transférable est un système semi-proportionnel. Comme Lijphart (1986) le mentionne, plusieurs choisissent tout simplement d'ignorer le vote unique transférable et de se concentrer sur les systèmes de listes, étant donné le dilemme que ce mode de scrutin pose. C'est donc ce que nous avons fait.

Finalement, nous avons choisi d'inclure le système supermixte de la Hongrie dans les pays aux systèmes proportionnels, même si l'élément correctif ne représente qu'environ 15% de tous les sièges. Conscients que cette décision peut être discutable, nous indiquerons aussi les résultats que produirait l'exclusion de ce pays, afin de vérifier si cette exclusion produirait des différences significatives.

Le tableau I présente les pays retenus en fonction de la typologie électorale :

Tableau I – Les pays retenus en fonction du système électoral

Pays retenus (36 pays, **1 cas double)	Système électoral
Afrique du Sud	Proportionnel
Allemagne (Ouest, puis unifiée)	Proportionnel
Autriche	Proportionnel
Bahamas	Pluralitaire
Barbade	Pluralitaire
Belgique	Proportionnel
Belize	Pluralitaire
Botswana	Pluralitaire
Bulgarie	Proportionnel
Canada	Pluralitaire
Danemark	Proportionnel
Dominique	Pluralitaire
Espagne	Proportionnel
Finlande	Proportionnel
Grèce	Proportionnel
Grenade	Pluralitaire
Guyane	Proportionnel
Hongrie	Proportionnel
Islande	Proportionnel
Israël	Proportionnel
Italie	Proportionnel
Jamaïque	Pluralitaire
Luxembourg	Proportionnel
Île Maurice	Pluralitaire
Norvège	Proportionnel
Nouvelle-Zélande ¹ **pluralitaire	Pluralitaire avant 1996
Nouvelle-Zélande ² **proportionnel	Proportionnel depuis 1996
Pays-Bas	Proportionnel
Pologne	Proportionnel
Portugal	Proportionnel
République Tchèque	Proportionnel
Royaume-Uni	Pluralitaire
Sainte-Lucie	Pluralitaire
Saint-Vincent et Grenadines	Pluralitaire
Slovaquie	Proportionnel
Slovénie	Proportionnel
Suède	Proportionnel

La mesure de la durée des gouvernements (variable dépendante)

La durée d'un gouvernement passé peut sembler, à première vue, un calcul très simple à effectuer. Au Canada, par exemple, un nouveau gouvernement débute lorsqu'un Premier ministre est nommé par le Gouverneur général et se termine à la démission ou à la mort de ce dernier. Il existe toutefois une exception à cette règle. Le Premier ministre Borden dirigea le pays de 1911 à 1920, mais cette période est comptée comme deux gouvernements différents dans les archives du pays. En 1917, à l'approche de la conscription, les conservateurs de Borden formèrent un gouvernement d'union avec une partie des libéraux, favorables à la conscription.

En observant le cas de l'Allemagne, nous nous rendons compte que chaque élection y donne lieu à un nouveau gouvernement, même dans le cas où le chancelier et le cabinet demeurent identiques. En effet, l'article 63 de la Loi fondamentale exige que la chambre basse investisse un nouveau chancelier à la suite d'une élection générale, que ce soit la même personne qui revienne ou non. La définition d'un changement de gouvernement varie donc grandement d'un pays à l'autre, selon les coutumes et les lois en place. Ainsi, il nous est impossible, dans une perspective comparative, d'utiliser la définition propre à chaque pays. Nous devons donc définir clairement ce que nous considérons comme étant la fin et le début d'un nouveau gouvernement.

En plus de varier d'un pays à l'autre, la mesure de la durée des gouvernements ne fait pas unanimité chez les auteurs. À ce sujet, Lijphart (1984) est d'une grande utilité, puisqu'il fait un survol des différents aspects à considérer, en plus d'appliquer cinq mesures différentes pour vérifier leurs impacts. Nous procéderons d'ailleurs comme ce dernier, en mentionnant chaque point à considérer et en précisant la position des différents auteurs sur les points litigieux. Cet exercice de comparaison est essentiel, puisque nos résultats dépendront en partie des critères que nous aurons retenus. À titre d'exemple, Lijphart (1984) effectue un calcul semblable à celui de Strom (1985), en comparant la durée des gouvernements formés d'un seul parti et des gouvernements de coalition. Même si la période qu'ils couvrent et les pays étudiés sont presque identiques, leurs résultats varient grandement. Strom affirme que les gouvernements de coalition durent 15 mois et Lijphart, 20 mois. Pour les gouvernements formés d'un seul parti, Strom parle de 21 mois et Lijphart, 23 mois. Ces différences s'expliquent principalement par le choix des critères qu'ils ont retenu pour déterminer la fin d'un gouvernement. Nous explorerons donc les différents critères utilisés par les auteurs pour déterminer la durée d'un gouvernement et opterons pour la méthode qui nous semble la plus valable.

Nous avons identifié six règles utilisées par différents auteurs pour indiquer le début et la fin d'un nouveau gouvernement. Le seul critère sur lequel tous les auteurs s'entendent est lorsqu'il y a un changement dans les partis représentés au

cabinet. Pour Lijphart (1984) et Dodd, c'est même la seule façon de calculer un changement de gouvernement. Les critères sur lesquels il y a divergence sont :

- Un changement de Premier ministre
- Une démission formelle du cabinet
- Un changement dans le statut de la coalition
- Un changement dans les partis qui soutiennent le cabinet sans y participer
- Une élection générale

Sanders et Herman (1977) affirment que la façon de faire de Lijphart et Dodd est problématique :

« ... it is not the way that countries themselves define governments, it runs governments across two or more successive parliaments, and it produces durability scores which bear no relation to the term of office of parliament. »¹⁰

En utilisant le seul critère du changement de partis, nous aurions, au Canada, le même gouvernement depuis l'élection des libéraux en 1993, soit un peu plus de dix ans. Même le remplacement de Jean Chrétien par Paul Martin en décembre 2003, avec un cabinet dont seulement 2 ministres gardent le même poste et où il y a 19 nouveaux venus sur 29 ne constituerait pas un changement de gouvernement. Nous retiendrons donc le critère du changement de partis, mais il apparaît évident que d'autres critères devront s'y ajouter pour tenir compte des changements significatifs dans la composition du gouvernement.

¹⁰ D. Sanders et V. Herman, « The Stability and Survival of Governments in Western Democracies », pp. 353-354.

Changement de Premier ministre

Selon Dodd (1976), un changement de Premier ministre ne constitue pas nécessairement un événement significatif s'il n'y a pas d'autres modifications aux postes ministériels les plus importants. Plusieurs auteurs considèrent qu'il y a eu un changement de gouvernement seulement dans les cas où le Premier ministre démissionne pour des raisons liées à l'instabilité politique. Taylor et Laver (1973) ne comptent pas les changements dus à des raisons de santé ou encore de mortalité. Laver et Schofield (1990) font toutefois remarquer que les Premiers ministres qui démissionnent le font souvent pour des raisons officielles de 'santé', même si cela cache des raisons beaucoup plus politiques. Ces deux auteurs, de même que Sander et Hermann (1977), Strom (1985), Lijphart (1999), Katz (1997), Boston et al. (2003) comptent donc tout changement de Premier ministre comme étant un changement de gouvernement, tandis que Warwick (1994) classe ces changements dans une catégorie intermédiaire.

Selon nous, il serait difficile de commencer à juger de l'importance relative d'un changement par rapport à un autre, comme le fait Warwick (1994) en regardant le type de démission ou encore Dodd (1976), en déterminant si les postes ministériels les plus importants furent touchés. Nous considérerons donc tout changement de Premier ministre comme marquant la fin et le début d'un nouveau gouvernement.

Démission formelle du cabinet

Une démission du cabinet, même si la composition du cabinet suivant est identique et qu'il n'y a pas eu d'élection, est considérée par plusieurs auteurs comme ne marquant pas la fin d'un gouvernement. Cette question est importante pour la comparabilité des données, comme le souligne Lijphart (1984) :

« ... in some countries, the formal step of resigning is taken much more readily than in other countries, and it does not necessarily entail a serious crisis. »¹¹

Dans son étude de 1999, Lijphart ne considère pas une démission formelle comme étant un changement de gouvernement, affirmant qu'il est difficile de dire qu'un cabinet a changé d'une quelconque façon lorsque les mêmes partis et le même Premier ministre reconstituent un cabinet. Pour leur part, Sanders et Herman (1977) considèrent la démission d'un gouvernement comme marquant la fin de ce dernier seulement si elle est acceptée par le chef de l'État. À l'opposé, Warwick (1994) accepte toutes les démissions, affirmant que la définition de la fin d'un gouvernement ne devrait pas être déterminée par un événement qui prend place postérieurement. Nous le verrons plus loin, le choix de nos critères permettra d'exclure celui, complexe, de la démission formelle.

Changement dans le statut du cabinet

Dodd (1976), Warwick (1994) et Lijphart (1984) signalent l'importance que revêt un changement dans le statut du cabinet (minoritaire, minimal majoritaire ou plus large que nécessaire) lorsque vient le temps de considérer les

¹¹ Arend Lijphart, « Measures of Cabinet Durability: A Conceptual and Empirical Evaluation », p. 269.

changements de gouvernement. Lijphart donne l'exemple du cabinet minoritaire socialiste de l'Autrichien Kreisky en 1970-1971 et le compare avec celui suivant les élections de 1971, toujours dirigé par Kreisky mais cette fois, avec un appui majoritaire en chambre.¹² Il fait remarquer que ces deux cabinets étaient fondamentalement différents. Pour sa part, Warwick (1994) affirme que les coalitions qui perdent un parti tout en demeurant majoritaires, ou encore celles qui sont déjà majoritaires et qui rajoutent un parti ne devraient pas être considérées comme un changement aussi important que d'autres.

Les travaux les plus récents concernant la durée des gouvernements, comme celui de Woldendorp, Keman et Budge (2000), de même que celui de Müller et Strom (2000) ne retiennent pas ce dernier critère, affirmant qu'il ne fait pas l'unanimité. Pour notre part, nous croyons qu'un changement dans le statut du cabinet s'accompagne presque toujours de l'ajout ou du retrait de la participation d'un parti au cabinet, un critère plus valide faisant unanimité chez les auteurs. De plus, il peut s'avérer difficile de déterminer la date précise où le statut du cabinet change. Les cas où il y a changement de statut du cabinet sans pour autant sans qu'il y ait changement dans les partis représentés au cabinet sont, de toute façon, très rares. Il faudrait premièrement que le parti ou la coalition au pouvoir soit à quelques sièges de la perte (ou encore de l'atteinte) de la majorité et qu'il perde (ou gagne) au moins ce même nombre de députés sans que les partis en présence

¹² Ibid, p. 268.

ne changent de camp. Pour toutes ces raisons, nous suivrons l'exemple des travaux récents et nous ne conserverons pas ce critère.

Changement dans les partis qui soutiennent le cabinet sans y participer

L'appui au gouvernement vient parfois de partis non présents au cabinet. Par exemple, la coalition néo-zélandaise formée du Labour et de l'Alliance au lendemain des élections de 1999 était minoritaire en chambre avec 59 sièges sur 120, mais le Parti Vert affirma qu'il soutiendrait le gouvernement lors des votes importants. L'appui des verts avec leurs sept sièges représentait donc l'assurance d'une majorité en chambre. Un retrait de leur appui aurait signifié un tout autre contexte politique et certainement, une prudence accrue du gouvernement dans ses actions.¹³ Certains auteurs considèrent donc qu'il faut compter les partis qui soutiennent (sans en faire officiellement partie) le cabinet comme des partenaires de coalition supplémentaires. Le retrait de leur appui signifierait donc un changement de gouvernement. La question de déterminer quels partis soutiennent le cabinet apparaît alors. Le soutien implicite ou tacite est souvent temporaire et n'oblige à rien. De plus, cela prend parfois la forme réduite d'une abstention lors de votes critiques pour que le gouvernement ne tombe pas. En effet, un petit parti qui est idéologiquement du même côté qu'un gouvernement minoritaire a tout à perdre s'il ne soutient pas le gouvernement lors de votes critiques, tel une motion de non confiance. Finalement, de telles ententes ne sont

¹³ Jonathan Boston, « Institutional Change in a Small Democracy : New Zealand's Experience of Electoral Reform », p. 43.

pas toujours connues ou publiées de façon officielle. Dans ces conditions, il nous semble difficile de retenir ce critère.

Élection générale

La tenue d'une élection générale est considérée par la majorité des auteurs (à l'exception de Dodd, 1976 et Lijphart, 1984) comme marquant la fin d'un gouvernement. Bien entendu, une élection conduit souvent à un changement dans la composition des partis représentés au cabinet. Pourtant, certains partis, dont le Parti Libéral du Canada mentionné précédemment, conservent le pouvoir très longtemps. Laver et Schofield (1990) mentionnent aussi le cas du gouvernement social démocrate suédois minoritaire de Tage Erlander, formé en 1957 et ayant survécu à trois élections avant d'être remplacé par le gouvernement social démocrate majoritaire de Palme I en 1969. Ces auteurs apportent d'ailleurs un argument solide pour inclure la tenue d'une élection dans le calcul de la durée d'un gouvernement :

« ... an election is an event that can cause key attributes of a bargaining system to change. One of the most important of such attributes is the constellation of the party weights and policy positions, things that are almost invariably changed by an election. Thus, even if a cabinet does not resign, change its party composition, or change its Prime Minister as a result of an election, it will change some of its key attributes and in this sense might be seen as a different cabinet. »¹⁴

Par contre, Warwick (1994) affirme que cela ne s'applique pas lors de la réélection d'un gouvernement majoritaire formé d'un seul parti, puisque le pouvoir du cabinet et ses rapports de force avec le parlement et les autres partis demeurent inchangés. Nous ne partageons pas ce point de vue, puisque même

dans le cas d'un gouvernement majoritaire formé d'un seul parti, les rapports de force différeront selon que la majorité obtenue est mince ou grande. Nous retiendrons donc une élection générale comme marquant un changement de gouvernement, le solide argument de Laver et Schofield nous ayant convaincu.

En résumé, nous retiendrons les trois critères obtenant le plus grand consensus pour déterminer la fin et le début d'un nouveau gouvernement, soit :

- Tout changement dans les partis représentés au cabinet
- Tout changement de Premier ministre
- Toute élection générale

Cette définition nous permet d'exclure le critère de la démission formelle du cabinet, en considérant le fait qu'une démission de cabinet qui mène à un changement dans la composition partisane du cabinet, à un changement de Premier ministre ou à une nouvelle élection marquera la fin d'un cabinet de toute façon. Dans le cas où il y aurait démission mais que les mêmes partis et le même Premier ministre reconstituent un cabinet, il est difficilement justifiable d'affirmer que le gouvernement a changé d'une quelconque façon.

En plus d'être simples à utiliser, les critères choisis sont aussi ceux retenus par Müller et Strom (2000) dans l'ouvrage *'Coalitions Governments in Western Europe'*, un des plus importants parus ces dernières années dans l'étude des

¹⁴Michael Laver et Norman Schofield, « Multiparty Government : The Politics of Coalition in Europe », pp. 146-147.

cabinets. Nous pourrions donc consulter leurs résultats pour les pays d'Europe de l'Ouest.¹⁵

Durée du mandat

Finalement, utiliser une élection générale comme mesure signifiant la fin d'un gouvernement pose un problème d'ordre comparatif. En effet, la fréquence des élections varie d'un pays à l'autre, en fonction des règles constitutionnelles déterminées dans chaque pays¹⁶. La définition que nous avons adoptée (où une élection met fin à un gouvernement) désavantage donc les pays qui tiennent des élections à des dates très rapprochées (Australie et Nouvelle-Zélande, 3 ans) et avantage les pays comme le Canada, où l'élection peut être tenue cinq ans après la précédente. Pour régler ce problème, Sanders et Herman (1977) considèrent la durée des gouvernements en fonction du temps maximum alloué par la constitution qu'il reste. Par exemple, un gouvernement pouvant potentiellement durer quatre ans à la suite d'une élection et avant la prochaine, mais qui change après seulement un an, aurait une durée de 25%. Le gouvernement qui suit, s'il dure les trois années maximales que lui permet la loi, aurait une durée de 100%.

Utiliser l'approche de Sanders et Herman mettrait fin au problème de la fréquence des élections entre chaque pays. Un autre problème se poserait toutefois. Un gouvernement 'de transition' choisi à deux mois des élections et

¹⁵Pour les détails techniques concernant nos calculs de la durée des gouvernements, incluant quelques différences avec la méthode de Müller et Strom, consultez l'annexe I.

¹⁶ Le tableau I de l'annexe II fait état des termes législatifs des pays retenus.

qui dure les deux mois permis serait considéré comme ayant servi 100% du temps. Pourtant, ce type de gouvernement représente souvent un compromis de courte durée dont le but premier est d'assurer la gestion quotidienne de l'État en attendant de choisir un autre gouvernement. Les cabinets de transition, de par leur composition, sont souvent des gouvernements qui ne seraient pas viables dans des circonstances normales.

Nous avons jonglé avec l'idée de ramener la durée des gouvernements sur une base de quatre années, en augmentant de $\frac{1}{3}$ la durée des cabinets australiens et néo-zélandais et en diminuant de $\frac{1}{5}$ celle des cabinets formés dans les pays où le terme législatif est de 5 ans. Cette solution n'est pourtant pas idéale, puisque nous avons remarqué que les gouvernements des pays où l'élection peut se tenir tous les cinq ans seulement utilisent rarement le maximum de temps alloué. La différence entre un mandat maximal de quatre années et un autre de cinq années ne serait pas aussi importante que celle entre un mandat maximal de quatre années et un autre de trois années. Puisque ce travail utilisera des techniques d'analyse multivariées, nous utiliserons plutôt la variable du mandat maximal comme une variable contrôle. L'utilisation de cette variable et des autres variables exogènes sera expliquée plus loin.

Les variables intermédiaires

La composition du cabinet

Les hypothèses 2 et 3 nécessitent la codification de la variable intermédiaire qu'est la composition des cabinets, c'est-à-dire le nombre de partis politiques qui participent au cabinet. Comme nous l'avons mentionné précédemment, nous ne considérerons pas les partis politiques qui appuient un cabinet de l'extérieur mais n'y participent pas. Pour définir combien de partis composent le cabinet, nous observerons simplement l'appartenance politique déclarée de chacun des ministres.

Le statut du cabinet

Comme nos hypothèses 2 et 3 l'indiquent, nous croyons que le statut du cabinet est une autre variable intermédiaire importante. Nous définirons un cabinet comme étant majoritaire lorsque le ou les partis qui le composent représentent plus de la moitié des députés du parlement. Dans les autres cas de figure, les cabinets seront considérés comme étant minoritaires.

Comme nous l'avons défini plus tôt, un changement dans le statut du cabinet n'entraînera pas la fin et le début d'un nouveau gouvernement. En décidant de ne pas retenir ce critère, nous nous exposons toutefois à un autre problème, soit celui de classer un cabinet qui a possédé les deux statuts. Bien que cette situation soit rare, elle survient dans quelques cas, comme lors des fréquents changements survenus en Nouvelle-Zélande entre 1993 et 1996, avant l'instauration du mode

de scrutin mixte. Lorsque de tels cas surviendront, nous prendrons simplement le statut du cabinet qui aura prévalu le plus longtemps.

Les variables exogènes

Mandat maximal

Tel que mentionné précédemment, le mandat maximal du parlement sera utilisé comme variable de contrôle. Cette variable prendra les valeurs de trois à six selon le pays et la période, tel que présenté ci-bas :

Tableau II – Les différents termes législatifs

Pays	Terme législatif (années)
Afrique du Sud	5
Allemagne	4
Autriche	4
Bahamas	5
Barbade	5
Belgique	4
Belize	5
Botswana	5
Bulgarie	4
Canada	5
Danemark	4
Dominique	5
Espagne	4
Finlande	4
Grèce	4
Grenade	5
Guyane	5
Hongrie	4
Islande	4
Israël	4
Italie	5
Jamaïque	5
Luxembourg	5
Île Maurice	5 et 6 ¹⁷
Norvège	4
Nouvelle-Zélande	3
Pays-Bas	4
Pologne	4
Portugal	4
République Tchèque	4
Royaume-Uni	5
Sainte-Lucie	5
Saint-Vincent-et-les Grenadines	5
Slovaquie	4
Slovénie	4
Suède	3 et 4 ¹⁸

¹⁷ À l'Île Maurice, le mandat maximal était de 6 ans avant les élections du 30 août 1987.

¹⁸ En Suède, une réforme a réduit le mandat maximal à 3 ans entre 1970 et 1994.

Population

Tel que mentionné plus tôt, nous croyons que la population est une des variables exogènes influençant la durée des cabinets. Nous créerons donc la variable contrôle de la population du pays, utilisant la population du pays l'année où le nouveau cabinet s'est formé. La valeur de cette variable s'étendra de 71,000 pour le cabinet formé par le Premier ministre Charles en Dominique en 1990, jusqu'à 82,000,000 pour celui du Chancelier Schröder en Allemagne en 1998.

Indice de Freedom House

La troisième variable exogène dont nous suspectons l'influence sur la durée des gouvernements est le niveau de démocratisation du pays. Puisque nous avons décidé de conserver les cas de pays nouvellement démocratisés, il nous faut contrôler pour un certain effet d'apprentissage mentionné plus tôt. Selon nous, l'indicateur le plus adéquat est l'indice de Freedom House. Cet organisme à but non lucratif qui publie chaque année, depuis 1972, une échelle des droits politiques pour chaque pays ou territoire allant de 1 à 7, les notes 1 et 2 signifiant la tenue d'élections justes et libres. Dans notre sélection des pays, nous avons remarqué que les pays nouvellement démocratisés obtenaient principalement une note de 2 sur l'échelle des droits politiques de Freedom House, avant d'obtenir une note parfaite de 1 après quelques années. Pour leur part, les démocraties établies obtiennent la note de 1. Nous contrôlerons donc pour cette distinction, en attribuant au cabinet la note attribuée au pays par Freedom House l'année où le cabinet a été formé.

Le choix des pays et la période couverte

Un des objectifs importants de ce travail est d'y inclure le plus de pays possible pour pouvoir généraliser nos données à l'ensemble des démocraties existantes. Nous avons donc tenté d'inclure tous les pays dont nous avons les données, en respectant toutefois certains critères de base. Puisque nous souhaitons observer l'instabilité des cabinets, le premier critère exige que l'exécutif puisse à tout moment être remplacé par l'action d'une majorité parlementaire. Cela nous conduit donc à inclure les pays où le gouvernement est responsable devant le parlement, peu importe le mode d'élection du président, le cas échéant.

Deuxièmement, le processus politique du pays doit être considéré comme démocratique, pour limiter l'effet de variables non vérifiables. Pour sélectionner les pays démocratiques, nous avons consulté l'indice des droits politiques de Freedom House, tel que mentionné plus tôt.

Étant donnée que cette publication n'existe que depuis 1972, nous commencerons notre étude à cette date. De toute façon, le nombre de pays pouvant être considéré comme démocratiques n'a commencé à augmenter substantiellement que vers le milieu des années 1970. Nous aurions donc un nombre réduit de cas avant 1972. De plus, une multitude d'études se sont déjà intéressées aux démocraties de la période antérieure, dont celle de Katz mentionnée précédemment. L'étude inclura tous les gouvernements s'étant terminés en date du 30 juin 2004.

Finalement, nous avons décidé d'exclure les pays qui ne furent pas déclarés continuellement démocratiques sur l'échelle des droits politiques de Freedom House lors des dix dernières années. Par exemple, le Pérou ne fut pas considéré démocratique entre 1989 et 2000. Nous aurions pu choisir d'étudier les cabinets péruviens pour les périodes précédant 1989 et suivant 2000, mais cela posait quelques problèmes méthodologiques. Premièrement, que faire des cabinets formés dans la période 'démocratique' qui ne sont toujours pas terminés lors du passage à un État moins libre? De plus, le nombre de cabinets pouvant être étudié dans ces pays qui 'basculent' entre la démocratie et un État moins libre est très restreint. Nous souhaitons pouvoir étudier un nombre de cabinets suffisamment élevé dans chaque pays pour soutenir la généralisation.

Le tableau III présente la liste des pays retenus en fonction de l'année de leur démocratisation.

Tableau III – Pays retenus et année de démocratisation

Pays retenus (36)	Année de démocratisation (Freedom House = 1 ou 2) [+ = avant 1972]
Afrique du Sud	1994
Allemagne (Ouest, puis unifiée)	+
Autriche	+
Bahamas	+
Barbade	+
Belgique	+
Belize	+
Botswana	1973
Bulgarie	1991
Canada	+
Danemark	+
Dominique	1978
Espagne	1977
Finlande	+
Grèce	1974
Grenade	1985
Guyane	1993
Hongrie	1990
Islande	+
Israël	+
Italie	+
Jamaïque	+
Luxembourg	+
Maurice	1975
Norvège	+
Nouvelle-Zélande	+
Pays-Bas	+
Pologne	1990
Portugal	1976
République Tchèque	1993
Royaume-Uni	+
Sainte-Lucie	1979
Saint-Vincent et Grenadines	1979
Slovaquie	1994
Slovénie	1991
Suède	+

Provenance des données

Mis à part l'échelle des droits politiques de Freedom House mentionnée précédemment, les variables ayant fait l'objet de recherches sont le système électoral, le type de régime politique, la durée des cabinets et leur composition. Pour ce qui est du système électoral, nous avons consulté quatre sources principales, soit un chapitre de *Comparing Democracies 2* écrit par André Blais et Louis Massicotte (2002), le site internet de l'organisme IDEA (Institute for Democracy and Electoral Assistance), le livre de Arend Lijphart 'Patterns of Democracy' (1999) et finalement, les archives des résultats électoraux (mentionnant le mode de scrutin employé au moment de chaque élection) de l'organisme CDP (Center on Democratic Performances). Les types de régimes nous ont aussi été fournis par Arend Lijphart, de même que le site internet electionsworld.org.

Finalement, la partie la plus longue de ce travail, soit la détermination de la durée et la composition des cabinets, fut rendue possible en majeure partie grâce aux archives Keesing's, une véritable mine d'informations sur les événements politiques et autres survenus depuis 1934 de par le monde. Nous nous sommes aussi appuyés sur l'ouvrage de Müller et Strom pour les treize pays européens qu'ils abordent dans 'Coalition Governments in Western Europe' (2000), tout en vérifiant leurs informations à l'aide de Keesing's et aussi Woldendorp et al. (1998 et 2000).

Outils utilisés

Nous utilisons plusieurs outils pour mener à bien cette recherche. Chaque cabinet et les différentes variables dont nous avons besoin sont premièrement codés dans une base de données pour obtenir de simples calculs comme la distribution et la moyenne de chaque variable. Cela nous sert, par exemple, à connaître la durée moyenne de tous les cabinets étudiés.

Ensuite, nous effectuons des analyses bivariées, pour connaître entre autres la durée moyenne des cabinets pour un pays précis ou encore, la durée moyenne des cabinets en fonction du mode de scrutin utilisé. Cette dernière donnée nous permet de vérifier l'hypothèse 1.

Finalement, la vérification des hypothèses 2 et 3, de même que de l'influence des variables exogènes, nécessite des analyses multivariées plus complexes. Nous avons recours à des régressions linéaires par moindres carrés afin d'estimer nos modèles multivariés. Nous effectuons aussi des simulations à l'aide du logiciel CLARIFY, développé par King, Tomz et Wittenberg¹⁹.

Les résultats de notre analyse exhaustive sont présentés dans le chapitre suivant. Nous pourrions donc confirmer ou infirmer chacune de nos hypothèses et en tirer les analyses qui s'imposent.

¹⁹ À ce sujet, voir King, Tomz et Wittenberg, « Making the Most of Statistical Analysis : Improving Interpretation and Presentation », pp. 341-355.

RÉSULTATS

Résultats généraux

Nous avons pu étudier 379 cabinets parmi les 36 pays retenus, pour une moyenne de 10,5 cabinets par pays. Le nombre de cabinets étudiés par pays varie de 2 pour la Slovaquie à 30 pour Israël, avec une médiane de 6 par pays. Le nombre de Premiers ministres différents est de 190, une moyenne de 2 cabinets par Premier ministre. M. Jugnauth est celui ayant dirigé le plus grand nombre de cabinets, soit dix cabinets de l'Île Maurice entre 1985 et 1992.

La durée moyenne des 379 cabinets étudiés est de 800 jours. Parmi ces 379 cabinets, 61% se sont terminés en raison d'une élection générale, 26% en raison d'un changement dans les partis composant les cabinets et 13% en raison d'un changement de Premier ministre. La durée des cabinets étudiés varie de 7 jours pour le cabinet italien du Premier ministre Ciampi en 1993, à 1991 jours pour le cabinet du Premier ministre Ramgoolam en Île Maurice, de 1976 à 1982.

Parmi les 379 cabinets, 71% sont issus d'un mode de scrutin proportionnel, contre 29% pour les modes de scrutin pluralitaires. 57% des cabinets étudiés sont formés de plusieurs partis et 43% sont formés d'un seul parti. Parmi les cabinets formés de plusieurs partis, 32% sont formés de deux partis, 27% de trois partis, 22% de quatre partis, 10% de cinq partis et 9% de six partis et plus, dont un cabinet formé de 9 partis, celui du Premier ministre israélien Shamir, en 1991.

74% des cabinets formés possédaient une majorité d'appuis en chambre, contre 26% de cabinets minoritaires.

Le tableau IV montre la durée moyenne des cabinets pour chaque pays retenu. Les Bahamas sont le pays où les cabinets durent le plus longtemps, en moyenne soixante mois. Le pays où les cabinets sont les plus courts est l'Italie, avec une moyenne de onze mois.

Tableau IV – Résultats généraux

Rang	Pays	Durée moyenne (jours)	Mode de scrutin
1	Bahamas	1804	Pluralitaire
2	Belize	1723	Pluralitaire
3	Luxembourg	1500	Proportionnel
4	Slovaquie	1403	Proportionnel
5	Jamaïque	1397	Pluralitaire
6	Barbade	1382	Pluralitaire
7	Botswana	1303	Pluralitaire
8	Saint-Vincent Grenadines	1297	Pluralitaire
9	Dominique	1280	Pluralitaire
10	Afrique du Sud	1203	Proportionnel
11	Grenade	1154	Pluralitaire
12	Royaume-Uni	1105	Pluralitaire
13	Espagne	1062	Proportionnel
14	Sainte-Lucie	1023	Pluralitaire
15	Guyane	1021	Proportionnel
16	Autriche	956	Proportionnel
17	Canada	949	Pluralitaire
18	Islande	927	Proportionnel
19	Allemagne	897	Proportionnel
20	République Tchèque	847	Proportionnel
21	Grèce	846	Proportionnel
22	Suède	805	Proportionnel
23	Hongrie	779	Proportionnel
24	Pays-Bas	777	Proportionnel
25	Norvège	702	Proportionnel
26	Slovénie	680	Proportionnel
27	Île Maurice	657	Pluralitaire
28	Danemark	657	Proportionnel
29	N-Zélande *pluralitaire	624	Pluralitaire
30	Finlande	608	Proportionnel
31	Portugal	580	Proportionnel
32	Belgique	558	Proportionnel
33	Bulgarie	484	Proportionnel
34	N-Zélande *PR	453	Proportionnel
35	Pologne	416	Proportionnel
36	Israël	336	Proportionnel
37	Italie	333	Proportionnel

Résultats en fonction du mode de scrutin

Le classement de la durée moyenne des cabinets pour chaque pays, au tableau IV, nous montre aussi le mode de scrutin de chaque pays. Un bref regard nous permet de constater que les pays où les cabinets durent le plus longtemps utilisent en majorité le mode de scrutin pluralitaire. Parmi les 15 pays dont les cabinets durent plus de 1000 jours, 10 utilisent le mode de scrutin pluralitaire. Parmi les 15 pays où les cabinets durent moins de 800 jours, seulement deux utilisent le mode de scrutin pluralitaire, soit l'Île Maurice et la Nouvelle-Zélande d'avant 1996.

Le tableau V compare la durée moyenne des gouvernements dans les systèmes pluralitaires et proportionnels. La différence est claire : les gouvernements issus des modes de scrutin pluralitaires durent en moyenne 37 mois, tandis que ceux issus des systèmes proportionnels durent en moyenne 22 mois. Nous avons donc une différence de 15 mois, soit 1 an et 3 mois en faveur des systèmes pluralitaires²⁰.

Tableau V - Analyse bivariée : durée moyenne pour les 2 modes de scrutin

MODE	Mode de scrutin	Moyenne	N	Écart-Type
0	Proportionnel	672,44	270	515,651
1	Pluralitaire	1115,43	109	636,863
	Total	799,85	379	587,723

²⁰ Il est à noter que l'exclusion des 5 cabinets issus du mode de scrutin proportionnel 'supermixte' hongrois modifient très peu ces résultats, la durée moyenne des cabinets issus des modes de scrutin proportionnels passant de 672 jours à 670 jours.

Les résultats que nous obtenons peuvent par contre être faussés par des variables externes n'ayant aucun lien avec les modes de scrutin.

Fait intéressant, le Royaume-Uni et le Canada arrivent respectivement au neuvième et onzième rangs des 13 pays pluralitaires, le Canada ayant seulement des cabinets plus durables que l'Île Maurice et la Nouvelle-Zélande. En étudiant les caractéristiques des autres pays au système pluralitaire, nous sommes à même de constater qu'ils sont presque tous situés dans les Antilles. Leur population est assez petite comparée aux autres pays étudiés, soit moins de 500 000 habitants pour 7 d'entre eux. De plus, il semble que la même tendance se dessine du côté des pays proportionnels, c'est-à-dire que les pays aux cabinets les plus durables semblent être ceux qui ont des populations inférieures à la moyenne. Nous vérifierons donc quelle est l'influence des trois variables exogènes identifiées plus tôt.

Ajout des variables exogènes

Le tableau VI montre les résultats de la régression linéaire par moindres carrés de la durée des cabinets sur le mode de scrutin, en tenant compte des variables de contrôle de la durée du mandat, de la population et du degré de démocratie (représenté par l'indice de Freedom House).

Tableau VI – Ajout des variables exogènes

	Variables exogènes	Écart-type
Mode de scrutin ²¹	219,0*	(124,2)
Mandat (log) ²²	576,6	(442,0)
Population (log) ²³	-77,8***	(28,1)
Démocratie forte ²⁴	185,3***	(66,3)
Constante	-109,7	(636,5)
N	379	
R-carré	0,1808	

*** $p < .01$ ** $p < .05$ * $p < .1$

Les résultats confirment que les gouvernements ont une durée de vie plus longue dans les démocraties 'fortes', de même que dans les pays peu peuplés. La durée du mandat semble aussi avoir une influence, même si elle n'est pas tout à fait significative ($p = 0,20$). Le résultat le plus intéressant du tableau VI est bien entendu la différence entre la durée moyenne des deux types de mode de scrutin, après avoir contrôlé pour les trois variables exogènes. Nous pourrions donc effectuer la vérification de l'hypothèse 1.

²¹ Mode de scrutin : 0 proportionnel, 1 pluralitaire

²² Mandat : logarithme du temps maximal entre chaque élection (3, 4, 5 ou 6 ans)

²³ Population : logarithme de la population du pays au début du cabinet

²⁴ Démocratie forte : Score sur l'échelle des droits politiques de Freedom House au début du cabinet (1 ou 2)

Vérification de l'hypothèse 1

Toute autre chose étant égale par ailleurs, l'analyse multivariée démontre que les cabinets issus des modes de scrutin proportionnels durent en moyenne 7 mois de moins que ceux issus des modes de scrutin pluralitaires. Les systèmes proportionnels produisent donc effectivement des gouvernements dont la durée est plus courte que les systèmes pluralitaires, mais cette différence n'est pas de 15 mois mais bien 7 lorsque l'on tient compte des variables exogènes, en particulier la taille de la population²⁵.

Les résultats que nous avons présentement ne nous permettent toutefois pas d'affirmer le temps précis que durent en moyenne les gouvernements issus des deux systèmes électoraux. Pour ce faire, nous utilisons le logiciel CLARIFY, qui effectue mille prédictions tenant compte de notre modèle multivarié, pour finalement nous donner la moyenne de ces mille prédictions.

Le tableau VII présente les résultats obtenus. À l'aide de CLARIFY, nous pouvons prédire, en tenant compte des données que nous avons, la durée moyenne des cabinets issus de chaque type de système électoral, pour une population, un mandat et un degré de démocratisation moyens. Toute autre chose étant égale par ailleurs, nous pouvons affirmer que les cabinets issus des modes

²⁵ Ici encore, l'exclusion des 5 cabinets hongrois modifie très peu les résultats. La valeur du mode de scrutin passe de 219 à 222 jours, tandis que celle de la démocratie forte passe de 185 à 182 jours. Les seuils de signification demeurent tous les mêmes. De plus, le même scénario se répète quant aux prochains résultats.

de scrutin proportionnels durent en moyenne 735 jours ou 24,5 mois, comparé à 954 jours ou 31,8 mois pour ceux issus des modes de scrutin pluralitaires.

Tableau VII – Prédiction de la durée moyenne des cabinets

Mode de scrutin	Durée moyenne	Écart-type
Proportionnel	735 jours	(64,2)
Pluralitaire	954 jours	(96,6)

L'hypothèse 1 est donc confirmée. La différence entre les deux modes de scrutin va dans le sens auquel nous nous attendions. Les cabinets issus des modes de scrutin proportionnels durent en moyenne 7 mois de moins que ceux issus des modes de scrutin pluralitaires.

Ajout des variables intermédiaires

Le fait que les modes de scrutin proportionnels produisent des gouvernements plus courts devrait s'expliquer entièrement par le type de gouvernement que chaque système électoral est porté à produire. Pour vérifier cette affirmation, nous ajoutons à notre modèle de base des variables pour tenir compte de la composition et du statut des cabinets. Comme nous l'avons vu plus tôt, les variables de la composition et du statut du cabinet se combinent pour former quatre différents types de gouvernement. Puisque nous pensons que les gouvernements majoritaires formés d'un seul parti sont ceux qui durent le plus longtemps, nous utilisons ce type de gouvernement comme référence dans notre modèle. Cela veut dire que nous ajoutons au modèle les trois autres types de gouvernements. Le résultat de la régression linéaire par moindres carrés nous donnera donc la position de chacun de ces trois types de gouvernements par rapport à notre modèle de référence, les gouvernements majoritaires formés d'un seul parti :

Tableau VIII– Ajout des variables explicatives

	Var. exogènes	Écart-type	Var. exogènes et explicatives	Écart-type
Mode de scrutin	219,0*	(124,2)	-72,3	(134,4)
Mandat (log)	576,6	(442,0)	577,1	(421,5)
Population (log)	-77,8***	(28,1)	-81,8***	(26,3)
Démocratie forte	185,3***	(66,3)	222,7***	(66,5)
Coalition majoritaire			-359,2***	(97,2)
Un seul parti minoritaire			-362,0***	(108,8)
Coalition minoritaire			-637,6***	(120,7)
Constante	-109,7	(636,5)	230,12	(599,0)
N	379		379	
R-carré	0,1808		0,2571	

*** p < .01 ** p < .05 * p < .1

Vérification de l'hypothèse 2

Les résultats du tableau VIII confirment nos attentes. Les variables explicatives sont toutes hautement significatives. Les cabinets majoritaires formés d'un seul parti sont les plus durables. Les cabinets majoritaires formés de plusieurs partis viennent en seconde position, durant 359 jours (ou 12 mois) de moins que les premiers. Viennent ensuite les cabinets minoritaires formés d'un seul parti, qui durent 362 jours (ou 12 mois) de moins que les cabinets majoritaires formés d'un seul parti. Finalement, les cabinets minoritaires de coalition durent 638 jours de moins que les cabinets majoritaires formés d'un seul parti (ou 21 mois).

Fait intéressant, les coalitions majoritaires et les gouvernements minoritaires formés d'un seul parti ont une durée moyenne presque égale. Le statut et la composition des cabinets ont donc, selon nos résultats, autant d'influence l'un que l'autre sur la durée des gouvernements.

Maintenant que nous avons déterminé la durée moyenne de chaque type de gouvernement, il nous reste à vérifier l'hypothèse numéro 3, ce que le tableau VIII nous permet de faire.

Vérification de l'hypothèse 3

L'hypothèse 3 suppose qu'une fois le statut et la composition des cabinets pris en considération, aucune différence ne persistera entre la durée moyenne des gouvernements issus des modes de scrutin proportionnels et ceux issus des modes de scrutin pluralitaires.

Le tableau VIII nous permet de confirmer cette hypothèse. En tenant compte des différents types de gouvernements possibles, la variable du mode de scrutin devient non significative ($p=0,594$). La variation de la durée des gouvernements (après le contrôle des variables exogènes) s'explique donc totalement par le type de gouvernement formé.

Bien entendu, l'effet du mode de scrutin sur la durée des gouvernements est réel, mais indirect, via le type de gouvernement issu du mode de scrutin. Il ne faut pas s'y méprendre, les différents types de gouvernements sont bel et bien influencés par le mode de scrutin. D'ailleurs, l'analyse du type de gouvernement issu des deux modes de scrutin est révélatrice, comme le démontre le tableau IX :

Tableau IX : Types de gouvernements produits par les modes de scrutin

Type de gouvernement formé	Scrutin pluralitaire	Scrutin proportionnel
Un seul parti majoritaire	80%	8%
Plusieurs partis majoritaires	14%	58%
Un seul parti minoritaire	6%	17%
Plusieurs partis minoritaires	0%	17%

Les cabinets les plus durables, ceux qui sont formés d'un seul parti majoritaire, représentent 80% de tous les cabinets formés sous les systèmes pluralitaires, contrairement à 8% seulement dans les systèmes proportionnels. À l'inverse, nous n'avons rencontré aucune coalition minoritaire dans les cabinets à l'étude issus des systèmes pluralitaires, contrairement à 17% des cabinets provenant des systèmes proportionnels.

Ces résultats démontrent donc clairement que la différence moyenne dans la durée des cabinets est uniquement due au fait que les gouvernements majoritaires formés d'un seul parti sont moins fréquents dans les systèmes proportionnels que dans les systèmes pluralitaires.

Nous avons donc, à ce point, effectué la vérification de toutes nos hypothèses. La dernière partie rappellera l'objet de l'étude et ses principaux résultats.

CONCLUSION

Depuis quelques années, le débat sur la réforme du mode de scrutin a bien évolué. Les diverses initiatives mentionnées en introduction ont donné lieu à un nombre croissant de débats publics sur la question. Même s'il reste beaucoup de chemin à parcourir, les citoyens savent maintenant que chaque mode de scrutin a des avantages et des désavantages, et que les systèmes proportionnels ne créent pas nécessairement une extrême instabilité à tout coup.

De plus, les gouvernements minoritaires ne sont plus nécessairement vus comme étant des accidents de parcours devant être évités à tout prix. Un sondage réalisé au début novembre 2004 par Léger Marketing auprès de 1500 Canadiens démontre même que 66% des Canadiens sont d'accord avec l'énoncé qu'un gouvernement minoritaire est plus à l'écoute de la population, contre 26% en désaccord. De plus, 45% estiment qu'un gouvernement minoritaire sert mieux les intérêts du pays qu'un gouvernement majoritaire, contre 40% qui estiment le contraire²⁶. Une bonne gouvernance de la chose publique ne passe donc pas nécessairement par l'obtention de gouvernements majoritaires formés d'un seul parti.

Dans leur examen des valeurs recherchées pour un système électoral, les membres de l'Assemblée des citoyens de Colombie-Britannique ont indiqué que

²⁶ Léger Marketing, Sondage sur les intentions de vote, novembre 2004.

l'obtention de gouvernements majoritaires n'était tout simplement pas important face aux valeurs qu'ils privilégiaient : « ...we are convinced that the simple nature of majority governments should not override the basic values of fair election results, effective local representation, and greater voter choice. »²⁷

Par contre, un certain flou demeure quant à au degré réel de stabilité des gouvernements issus des modes de scrutin proportionnels. Nous assistions récemment à un colloque sur la réforme du mode de scrutin au Québec, où un des invités venu défendre le maintien du statut quo fit grand usage de l'étude de Katz mentionnée plus tôt, en affirmant que les modes de scrutin proportionnels produisaient des gouvernements deux fois plus courts que ceux issus des modes de scrutin majoritaires.

C'est en partie pour répondre à ce type d'affirmations que l'idée de ce travail est survenue. La deuxième raison nous ayant poussé à effectuer ce travail est la curiosité personnelle. Nous nous doutions bien que la durée des gouvernements formés sous les modes de scrutins proportionnels était moindre que celle des gouvernements issus des modes de scrutin pluralitaires, mais nous souhaitions déterminer à quel point.

²⁷ *Making Every Vote Count: The Case for Electoral Reform in British Columbia*. Rapport final de l'Assemblée des citoyens de Colombie-Britannique sur la réforme électorale, décembre 2004, p. 2.

Nous avons donc commencé ce travail en pensant qu'il serait bien simple de comparer la durée des gouvernements selon leur mode de scrutin. C'était toutefois sans compter les définitions des concepts de stabilité, de gouvernements ou encore de démocratie. C'était aussi sans compter les multiples revirements de la vie politique italienne, israélienne ou encore mauricienne, pour ne nommer que celles-là. Le travail accompli est colossal et pourtant, de multiples idées ne furent pas abordées.

Nous sommes néanmoins satisfaits d'avoir pu répondre à nos questions de recherche et surtout, de les avoir chiffrées. Toute autre chose étant égale par ailleurs, notre étude révèle que les systèmes proportionnels produisent des gouvernements dont la durée est légèrement plus courte que les systèmes pluralitaires, soit une moyenne de 2 ans pour un cabinet proportionnel moyen, contre 2 ans et 7 mois pour un cabinet pluralitaire moyen. Nous sommes loin des 11 mois que durent les cabinets italiens et israéliens, deux pays trop souvent cités par les opposants aux systèmes proportionnels. Les cabinets issus des modes de scrutin proportionnels ne sont donc pas si instables que ça. D'ailleurs, les résultats bruts du tableau IV démontrent que parmi les 24 pays utilisant un mode de scrutin proportionnel, 6 d'entre eux ont des cabinets qui durent plus longtemps que les cabinets issus du système pluralitaire canadien. Aussi, le tableau IX indique que parmi les 270 cabinets issus d'un mode de scrutin proportionnel, 66% d'entre eux étaient majoritaires.

Dans la dernière partie de notre analyse, nous avons démontré que la différence qui persiste entre les deux types de mode de scrutin est entièrement due au type de cabinet formé, c'est-à-dire sa composition et son statut. Le fait que les scrutins pluralitaires produisent principalement des cabinets majoritaires formés d'un seul parti et que les scrutins proportionnels produisent davantage de cabinets de coalitions minoritaires explique les différences observées.

Il est donc raisonnable de penser, selon les résultats de notre étude, qu'un changement du mode de scrutin pluralitaire à un mode de scrutin à finalité proportionnelle apporterait des variations modestes à la stabilité gouvernementale. De façon plus importante, le choix d'opter ou non pour un mode de scrutin proportionnel devrait tenir compte du type de gouvernement souhaité. Est-ce que des gouvernements de coalition, majoritaires la plupart du temps, sont désirables?

Dans le système canadien actuel, les gouvernements de coalition représentent l'exception à la règle. Tout changement de mode de scrutin nécessiterait sans doute une période initiale d'adaptation, où les partis politiques apprendraient à former des coalitions et à œuvrer dans le cadre de ces dernières. La possibilité que les résultats escomptés d'une réforme ne se matérialisent pas dès les débuts d'une réforme est réelle. L'expérience de la Nouvelle-Zélande nous démontre que les électeurs et les acteurs politiques doivent faire preuve de patience lors des premières élections tenues sous un nouveau système électoral.

Certains mécanismes institutionnels pourraient toutefois être mis en place pour faciliter la transition et tenter de limiter l'instabilité gouvernementale. Par exemple, l'instauration d'élections à date fixe éviterait que le Premier ministre déclenche des élections hâtives au moment où son parti récolte de bonnes intentions de votes dans les sondages.

Dans les cas d'un gouvernement minoritaire, l'obligation que les votes de non-confiance soient 'constructifs' éviterait qu'une opposition éparse et mal organisée prenne le risque de faire tomber le gouvernement sans avoir réfléchi plus longuement aux suites de ses actes. Cette procédure existe en Allemagne, où tout vote de non confiance envers le chancelier et ses ministres doit être accompagné d'une solution de remplacement appuyée par une majorité de députés. Une telle procédure rendrait les votes de non-confiance envers le gouvernement plus difficiles et assurerait une plus grande stabilité des gouvernements minoritaires.

En conclusion, nous espérons que ce travail apportera une contribution intéressante aux débats ayant cours au niveau fédéral et dans les différentes provinces canadiennes sur la réforme du mode de scrutin. D'ailleurs, les bases de données constituées au cours de ce travail demeurent disponibles pour faire avancer le débat.

BIBLIOGRAPHIE

Archives Keesing's (Keesing's Worldwide Online), site internet officiel.
<http://www.keesings.com/>

Axelrod, Robert. 1970. *Conflict of Interest*. Chicago : Markham Press.

Blais, André et Louis Massicotte. 2002. « Electoral Systems », dans Pippa Norris, Richard Niemi et Larry LeDuc (dir.), *Comparing Democracies 2 : New Challenges in the Study of Elections and Voting*. Londres : Sage Publications, p. 40-69.

Boston, Jonathan, 2003. « Institutional Change in a Small Democracy : New Zealand's Experience of Electoral Reform », dans F. Leslie Seidle et David Docherty (dir.), *Reforming Parliamentary Democracy*. Montréal : McGill-Queen's University Press, p. 25-55.

Boston, Jonathan, Stephen Church et Tim Bale. 2003. « The Impact of Proportional Representation on Government Effectiveness : The New Zealand Experience », *Australian Journal of Public Administration* 62, no.4 (December) : 7-22.

British Columbia Citizens' Assembly on Electoral Reform, December 2004. *Making Every Vote Count: The Case for Electoral Reform in British Columbia*. Final Report. http://www.citizensassembly.bc.ca/resources/final_report.pdf

Browne, Eric C., John P. Frendreis et Dennis W. Gleiber. 1984. « An "Events" Approach to the Problem of Cabinet Stability », *Comparative Political Studies* 17, no.2 (July) : 167-197.

Browne, Eric C., John P. Frendreis et Dennis W. Gleiber. 1986. « The Process of Cabinet Dissolution : An Exponential Model of Duration and Stability in Western Democracies », *American Journal of Political Science* 30, no.3 (August) : 628-650.

Center on Democratic Performances (CDP), 2004. Site internet officiel. Section des résultats électoraux. <http://www.binghamton.edu/cdp/era/index.html>

Colliard, Jean-Claude. 1978. *Les Régimes Parlementaires Contemporains*. Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.

Cox, Gary W. 1996. *Making Votes Count : Strategic Coordination in the World's Electoral Systems*. Cambridge : Cambridge University Press.

De Swaan, Abraham. 1973. *Coalitions Theories and Cabinet Formations*. Amsterdam : Elsevier Press.

Dodd, Lawrence C. 1976. *Coalitions in Parliamentary Government*. Princeton : Princeton University Press.

Duverger, Maurice. 1954. *Political Parties*, London : Methuen.

Electionsworld.org (Elections around the world), site internet officiel.
<http://www.electionworld.org/>

Farrell, David M. 1997. *Comparing Electoral Systems*. Prentice Hall/Harvester Wheatsheaf.

Freedom House, 2004. Site internet officiel. Classement des pays de 1972 à 2003. <http://www.freedomhouse.org/ratings/allscore04.xls>

Grofman, Bernard. 1989. « The Comparative Analysis of Coalition Formation and Duration : Distinguishing Between-Country and Within-Country Effects », *British Journal of Political Science* 19, no. 2. (April) : 291-302.

Harmel, Robert et John D. Robertson. 1986. « Government Stability and Regime Support : A Cross-National Analysis », *The Journal of Politics* 48, no.4 (November) : 1029-1040.

Huber, John D. et Cecilia Martinez-Gallardo. 2003. *Cabinet Turnover in Parliamentary Democracies*. Annual Meetings of the American Political Association. Philadelphia.

International Institute for Democracy and Electoral Assistance (IDEA), 2004. Site internet officiel. Classement des pays selon leur mode de scrutin. <http://www.idea.int/esd/data/world.cfm>

Katz, Richard. 1997. *Democracy and Elections*. Oxford : Oxford University Press.

King, Gary, Michael Tomz et Jason Wittenberg. 2000. « Making the Most of Statistical Analysis : Improving Interpretation and Presentation », *American Journal of Political Science* 44, no. 2 (April) : 341-355.

Laver, Michael. 2003. « Government Termination », *Annual Review of Political Science* 6 : 23-40.

Laver, Michael et Norman Schofield. 1990. *Multiparty Government : The Politics of Coalition in Europe*. Oxford : Oxford University Press.

Léger Marketing, novembre 2004. *Sondage sur les intentions de vote*. <http://www.legermarketing.com/documents/pol/041122fr.pdf>

Lijphart, Arend. 1984. « A Note on the Meaning of Cabinet Durability », *Comparative Political Studies* 17, (July) : 163-166.

Lijphart, Arend. 1984. « Measures of Cabinet Durability : A Conceptual and Empirical Evaluation », *Comparative Political Studies* 17, (July) : 265-279.

Lijphart, Arend. 1999. *Patterns of Democracy : Government Forms and Performances in Thirty-Six Countries*. New Haven : Yale University Press.

Lowell, Lawrence A. 1896. *Governments and Parties in Continental Europe*. Cambridge : Harvard University Press.

Müller, Wolfgang C. et Kaare Strøm (dir.). 2000. *Coalition Governments in Western Europe*. Oxford : Oxford University Press.

Powell, G. Bingham. 1982. *Contemporary Democracies : Participation, Stability, and Violence*. Cambridge : Harvard University Press.

Sanders, D. and V. Herman. 1977. « The Stability and Survival of Governments in Western Democracies », *Acta Politica* 12, (July) : 346-377.

Siegfried, André. 1956. « Stable Instability in France », *Foreign Affairs* 34, no 1-4 (October 1955 - July 1956) : 394-404.

Strom, Kaare. 1984. « Minority Governments in Parliamentary Democracies : The Rationality of Nonwinning Cabinet Solutions », *Comparative Political Studies* 17, no.2 (July) : 199-227.

Strom, Kaare. 1985. « Party Goals and Government Performance », *American Political Science Review* 79, (September) : 738-754.

Strom, Kaare. 1990. *Minority Government and Majority Rule*. Cambridge : Cambridge University Press.

Taylor, Michael et Michael Laver. 1973. « Government Coalitions in Western Europe », *European Journal of Political Research* 1, (September) : 205-248.

Taylor, Michael et V. M. Herman. 1971. « Party Systems and Government Stability », *American Political Science Review* 65 : 28-37.

Warwick, Paul. 1979. « The Durability of Coalitions Governments in Parliamentary Democracies », *Comparative Political Studies* 11 : 465-498.

Warwick, Paul. 1994. *Government Survival in Parliamentary Democracies*. Cambridge : Cambridge University Press.

Woldendorp, Jaap, Hans Keman et Ian Budge. 1998. « Party Government in 20 Democracies : an Update (1990-1995) », *European Journal of Political Research* 33 : 125-164.

Woldendorp, Jaap, Hans Keman et Ian Budge. 2000. *Party Government in 48 Democracies (1945-1998)*. Dordrecht : Kluwer Academic Publishers.

ANNEXE I

Le calcul de la durée des gouvernements

Comme nous l'avons spécifié, trois événements peuvent marquer la fin et le début d'un nouveau gouvernement, soit tout changement dans les partis représentés au cabinet, tout changement de Premier ministre ou encore, toute élection générale. Cependant, des précisions supplémentaires sont nécessaires :

- Dans le cas d'un changement dans les partis représentés au cabinet, la date retenue est la date officielle de retrait (ou d'entrée) du ou des partis concernés. Il n'y a donc pas de délai entre la fin du cabinet précédent et le début du nouveau, les deux dates étant les mêmes.
- Nous avons aussi retenu la date officielle pour le changement de Premier ministre. Toutefois, il arrive que des Premiers Ministres démissionnent sans attendre que leur successeur soit nommé ou encore, qu'ils décèdent et que le choix du successeur ne survienne que plus tard. Dans ces deux cas, la date de la fin du cabinet précédent et celle du début du nouveau cabinet ne se suivent pas. La date du début du nouveau cabinet correspond à celle de l'assermentation officielle du nouveau Premier ministre.
- La date de l'élection générale marque la fin de tout gouvernement, que ce soit le même qui reviennent (même s'il doit démissionner seulement quelques jours plus tard et obtenir à nouveau la confiance de la chambre), ou que l'ancien demeure en poste jusqu'à l'assermentation officielle du nouveau gouvernement.²⁸ Par contre, la date de début du nouveau gouvernement varie selon les circonstances. Par exemple, si le même gouvernement revient sans qu'il n'y ait eu de discussions (ce qui arrive souvent dans les scrutins pluralitaires et lorsque des coalitions stables sont reportées au pouvoir, comme le SDP et les Verts allemands le 22 septembre 2002), alors nous retenons aussi la date d'élection pour le début du nouveau gouvernement. Par contre, s'il y a des discussions et des négociations avant d'arriver à une solution, de même que s'il y a un changement dans le ou les partis qui forment le nouveau gouvernement (comme c'est le cas pour le nouveau gouvernement espagnol du mois de mars 2004), alors nous prenons la date d'investiture officielle pour le début du nouveau gouvernement. Le temps écoulé entre la fin de l'ancien et le début du nouveau gouvernement peut donc varier grandement, de quelques jours jusqu'à quelques mois.

²⁸ Müller et Strom (2000), malgré leur volonté d'appliquer les mêmes critères à tous leurs pays, font place à quelques exceptions. Par exemple, la fin des gouvernements autrichiens survient 2 jours après l'élection générale, tandis qu'en Allemagne, la date de la fin des cabinets est celle de l'élection générale. Nous avons tenté d'être plus rigoureux que ces derniers sur ces détails.

ANNEXE II

Tableau X - Liste détaillée des cabinets

Numéro = Numéro de cabinet selon notre étude
 PM = Premier ministre
 Début = Date du début du cabinet
 Fin = Date de fin du cabinet
 Raison = Événement marquant la fin du cabinet
 (1 = changement dans les partis représentés au cabinet /
 2 = changement de Premier ministre / 3 = élection générale)
 Durée = Durée du cabinet en jours
 Nombre partis = Nombre de partis dans le cabinet

Numéro	PM	Début	Fin	Raison	Durée	Nombre partis
(Afrique du Sud)						
1	Mandela1	12-mai-94	01-juil-96	1	781	3
2	Mandela2	01-juil-96	02-juin-99	3	1065	2
3	Mbeki	17-juin-99	14-avr-04	3	1763	2
(Allemagne de l'Ouest + Unifiée)						
1	Brandt2	19-nov-72	16-mai-74	2	543	2
2	Schmidt1	16-mai-74	3-oct-76	3	871	2
3	Schmidt2	15-déc-76	5-oct-80	3	1390	2
4	Schmidt3	5-nov-80	17-sept-82	1	681	2
5	Schmidt4	17-sept-82	01-oct-82	1	14	1
6	Kohl1	1-oct-82	6-mars-83	3	156	2
7	Kohl2	6-mars-83	25-janv-87	3	1421	2
8	Kohl3	25-janv-87	3-oct-90	1	1347	2
9	Kohl4	3-oct-90	2-déc-90	3	60	3
10	Kohl5	2-déc-90	16-oct-94	3	1414	2
11	Kohl6	16-oct-94	27-sept-98	3	1442	2
12	Schröder1	27-oct-98	22-sept-02	3	1426	2
	Schröder2	22-sept-02 ***			***	
(Autriche)						
1	Kreisky3	5-oct-75	06-mai-79	3	1309	1
2	Kreisky4	6-mai-79	24-avr-83	3	1449	1
3	Sinowatz	24-mai-83	16-juin-86	2	1119	2
4	Vranitzky1	16-juin-86	23-nov-86	3	160	2
5	Vranitzky2	21-janv-87	7-oct-90	3	1355	2
6	Vranitzky3	7-oct-90	9-oct-94	3	1463	2
7	Vranitzky4	30-nov-94	17-déc-95	3	382	2

8	Vranitzky5	12-mars-96	15-janv-97	2	309	2
9	Klima	15-janv-97	3-oct-99	3	991	2
10	Schüssel1	5-févr-00	24-nov-02	3	1023	2
	Schüssel2	28-févr-03 ***			***	

(Bahamas)

1	Pindling2	10-sept-72	19-juil-77	3	1773	1
2	Pindling3	19-juil-77	10-juin-82	3	1787	1
3	Pindling4	10-juin-82	19-juin-87	3	1835	1
4	Pindling5	19-juin-87	19-août-92	3	1888	1
5	Ingraham1	24-août-92	14-mars-97	3	1663	1
6	Ingraham2	14-mars-97	02-mai-02	3	1875	1
	Christie	***			***	

(Barbade)

1	Adams1	08-sept-76	18-juin-81	3	1744	1
2	Adams2	18-juin-81	28-mai-86	3	1805	1
3	Barrow3	29-mai-86	01-juin-87	2	371	1
4	Sandiford1	02-juin-87	22-janv-91	3	1330	1
5	Sandiford2	22-janv-91	18-juin-94	3	1243	1
6	Arthur1	07-sept-94	20-janv-99	3	1596	1
7	Arthur2	20-janv-99	21-mai-03	3	1582	1
	Arthur3	21-mai-03 ***			***	

(Belgique)

1	Eyskens 5	21-janv-72	23-nov-72	1	307	3
2	Leburton	26-janv-73	19-janv-74	1	358	5
3	Tindemans	25-avr-74	11-juin-74	1	47	4
4	Tindemans2	11-juin-74	4-mars-77	1	997	5
5	Tindemans3	6-mars-77	17-avr-77	3	42	4
6	Tindemans4	3-juin-77	11-oct-78	2	495	5
7	Van den Boeynants2	20-oct-78	17-déc-78	3	58	5
8	Martens1	3-avr-79	16-janv-80	1	288	5
9	Martens2	23-janv-80	9-avr-80	1	77	4
10	Martens3	18-mai-80	7-oct-80	1	142	6
11	Martens4	22-oct-80	2-avr-81	2	162	4
12	M Eyskens	6-avr-81	21-sept-81	3	168	4
13	Martens5	17-déc-81	13-oct-85	3	1396	4
14	Martens6	28-nov-85	13-déc-87	3	745	4
15	Martens7	9-mai-88	29-sept-91	1	1238	5
16	Martens 8	29-sept-91	24-nov-91	3	56	4
17	Dehaene1	7-mars-92	21-mai-95	3	1169	4
18	Dehaene2	23-juin-95	13-juin-99	3	1451	4
19	Verhofstadt1	12-juil-99	18-mai-03	3	1406	6
	Verhofstadt2	14-juil-03 ***			***	

(Belize)

1	Price3	30-oct-74	21-nov-79	3	1848	1
2	Price4	21-nov-79	14-déc-84	3	1850	1
3	Esquivel1	17-déc-84	04-sept-89	3	1722	1
4	Price5	08-sept-89	30-juin-93	3	1391	1
5	Esquivel2	02-juil-93	27-août-98	3	1882	1
6	Musa1	01-sept-98	05-mars-03	3	1646	1
	Musa2	05-mars-03 ***			***	

(Botswana)

1	Khama3	26-oct-74	20-oct-79	3	1820	1
2	Khama4	20-oct-79	13-juil-80	2	267	1
3	Masire1	13-juil-80	08-sept-84	3	1517	1
4	Masire2	08-sept-84	07-oct-89	3	1855	1
5	Masire3	07-oct-89	15-oct-94	3	1834	1
6	Masire4	15-oct-94	31-mars-98	2	1263	1
7	Mogae1	01-avr-98	16-oct-99	3	563	1
	Mogae2	16-oct-99 ***			***	

(Bulgarie)

1	Dimitrov	08-nov-91	28-oct-92	1	355	1
2	Berov	30-déc-92	02-sept-94	1	611	*****
3	Indzhova	18-oct-94	25-janv-95	3	99	*****
4	Videnov	26-janv-95	28-déc-96	2	703	3
5	Dobrev	08-janv-97	12-févr-97	1	35	3
6	Sofiyanski	12-févr-97	21-mai-97	3	98	*****
7	Kostov	21-mai-97	17-juin-01	3	1488	1
	Sakskoburggotski	24-juil-01 ***			***	

(Canada)

1	Trudeau3	30-oct-72	08-mai-74	3	555	1
2	Trudeau4	08-juil-74	22-mai-79	3	1779	1
3	Clark	04-juin-79	14-déc-79	3	193	1
4	Trudeau5	03-mars-80	30-juin-84	2	1580	1
5	Turner	30-juin-84	04-sept-84	3	66	1
6	Mulroney1	17-sept-84	21-nov-88	3	1526	1
7	Mulroney2	21-nov-88	25-juin-93	2	1677	1
8	Campbell	25-juin-93	25-oct-93	3	122	1
9	Chrétien1	04-nov-93	02-juin-97	3	1306	1
10	Chrétien2	02-juin-97	27-nov-00	3	1274	1
11	Chrétien3	27-nov-00	12-déc-03	2	1110	1
12	Martin1	12-déc-03	28-juin-04	3	199	1
	Martin2	28-juin-04 ***			***	

(Danemark)

1	Jorgensen1	05-oct-72	04-déc-73	3	425	1
2	Hartling	19-déc-73	09-janv-75	3	386	1
3	Jorgensen2	13-févr-75	15-févr-77	3	733	1
4	Jorgensen3	15-févr-77	30-août-78	1	561	1
5	Jorgensen4	30-août-78	23-oct-79	3	419	2
6	Jorgensen5	26-oct-79	08-déc-81	3	774	1
7	Jorgensen6	30-déc-81	03-sept-82	1	247	1
8	Schlüter1	10-sept-82	10-janv-84	3	487	4
9	Schlüter2	10-janv-84	08-sept-87	3	1337	4
10	Schlüter3	10-sept-87	10-mai-88	3	243	4
11	Schlüter4	03-juin-88	12-déc-90	3	922	3
12	Schlüter5	18-déc-90	15-janv-93	1	759	2
13	Rasmussen1	25-janv-93	21-sept-94	3	604	4
14	Rasmussen2	27-sept-94	30-déc-96	1	825	3
15	Rasmussen3	30-déc-96	11-mars-98	3	436	2
16	Rasmussen4	11-mars-98	20-nov-01	3	1350	2
	Fogh Rasmussen(1)	27-nov-01 ****			***	

(Dominique)

1	Seraphine	21-juin-79	21-juil-80	3	395	1
2	Charles(E)1	23-juil-80	01-juil-85	3	1804	1
3	Charles(E)2	01-juil-85	28-mai-90	3	1792	1
4	Charles(E)3	28-mai-90	12-juin-95	3	1841	1
5	James1	14-juin-95	31-janv-00	3	1692	1
6	Douglas	03-févr-00	01-oct-00	2	241	2
7	Charles(P)	01-oct-00	06-janv-04	2	1192	2
	Skerrit	08-janv-04 ***				

(Espagne)

1	Suárez González1	05-juil-77	01-mars-79	3	604	1
2	Suárez González2	06-avr-79	28-janv-81	2	663	1
3	Calvo Sotelo	26-févr-81	28-oct-82	3	609	1
4	Gonzalez Marquez1	02-déc-82	22-juin-86	3	1298	1
5	Gonzalez Marquez2	17-juil-86	29-oct-89	3	1200	1
6	Gonzalez Marquez3	29-oct-89	06-juin-93	3	1316	1
7	Gonzalez Marquez4	06-juin-93	03-mars-96	3	1001	1
8	Aznar1	04-mai-96	12-mars-00	3	1408	1
9	Aznar2	12-mars-00	14-mars-04	3	1463	1
	Zapatero	17-avr-04 ***			***	

(Finlande)

1	Paasio2	23-févr-72	19-juil-72	1	147	1
2	Sorsa1	04-sept-72	04-juin-75	1	1004	4
3	Liinamaa	13-juin-75	21-sept-75	3	100	*****
4	Miettunen2	30-nov-75	17-sept-76	1	292	5

5	Miettunen3	29-sept-76	11-mai-77	1	225	3
6	Sorsa2a	15-mai-77	17-janv-78	1	247	5
7	Sorsa2b	02-mars-78	18-mars-79	3	381	4
8	Koivisto2	26-mai-79	26-janv-82	2	976	4
9	Sorsa3a	19-févr-82	30-déc-82	1	314	4
10	Sorsa3b	31-déc-82	20-mars-83	3	79	4
11	Sorsa4	06-mai-83	15-mars-87	3	1409	4
12	Holkeri a	30-avr-87	24-août-90	1	1212	4
13	Holkeri b	28-août-90	17-mars-91	3	201	3
14	Aho a	26-avr-91	20-juin-94	1	1151	4
15	Aho b	28-juin-94	19-mars-95	3	264	3
16	Lipponen1	13-avr-95	21-mars-99	3	1438	5
17	Lipponen2	13-avr-99	16-mars-03	3	1433	5
18	Jaatteenmaki	15-avr-03	18-juin-03	2	64	3
	Vanhanen	24-juin-03 ***			***	

(Grèce)

1	Karamanlis1(+)	26-juil-74	17-nov-74	3	114	*****
2	Karamanlis2	17-nov-74	20-nov-77	3	1099	1
3	Karamanlis3	20-nov-77	06-mai-80	2	898	1
4	Rallis1	09-mai-80	18-oct-81	3	527	1
5	Papandreou1	21-oct-81	02-juin-85	3	1320	1
6	Papandreou2	02-juin-85	18-juin-89	3	1842	1
7	Zolotas1	23-nov-89	12-févr-90	1	81	3
8	Zolotas2	13-févr-90	08-avr-90	3	54	*****
9	Mitsotakis	11-avr-90	10-oct-93	3	1278	1
10	Papandreou3	13-oct-93	15-janv-96	2	824	1
11	Simitis1	22-janv-96	22-sept-96	3	243	1
12	Simitis2	22-sept-96	09-avr-00	3	1295	1
13	Simitis3	09-avr-00	07-mars-04	3	1428	1
	Karamanlis (autre)	10-mars-04 ***			***	

(Grenade)

1	Blaize1(+)	04-déc-84	19-déc-89	1	1841	1
2	Jones	20-déc-89	13-mars-90	3	83	1
3	Braithwaite1(+)	16-mars-90	01-févr-95	2	1783	1
4	Brizan	01-févr-95	20-juin-95	3	139	1
5	Mitchell1	22-juin-95	18-janv-99	3	1306	1
6	Mitchell2	18-janv-99	27-nov-03	3	1774	1
	Mitchell3	27-nov-03 ***			***	

(Guyane)

1	Hinds1	09-oct-92	06-mars-97	2	1609	1
2	Jagan	17-mars-97	15-déc-97	3	273	1
3	Hinds2	23-déc-97	19-mars-01	3	1182	1
	Hinds3	19-mars-01 ***			***	

(Hongrie)

1	Antall1	23-mai-90	21-févr-92	1	274	3
2	Antall2	21-févr-92	12-déc-93	2	660	2
3	Boross	13-déc-93	29-mai-94	3	167	2
4	Horn	15-juil-94	24-mai-98	3	1409	2
5	Orban	08-juil-98	21-avr-02	3	1383	4
	Medgyessy	21-mai-02 ***			***	

(Islande)

1	Hallgrimsson	28-août-74	25-juin-78	3	1397	2
2	Johannesson2	01-sept-78	12-oct-79	1	406	3
3	Grondal	15-oct-79	03-déc-79	3	49	1
4	Thoroddsen	08-févr-80	23-avr-83	3	1170	3
5	Hermannsson1	26-mai-83	25-avr-87	3	1430	2
6	Palsson	08-juil-87	17-sept-88	1	437	3
7	Hermannsson2	28-sept-88	10-sept-89	1	347	3
8	Hermannsson3	10-sept-89	20-avr-91	3	587	4
9	Oddsson1	30-avr-91	08-avr-95	3	1439	2
10	Oddsson2	23-avr-95	28-mai-99	3	1496	2
11	Oddsson3	28-mai-99	10-mai-03	3	1443	2
	Oddsson4	10-mai-03 ***			***	

(Israël)

1	Meir4	06-mars-74	11-avr-74	2	36	3
2	Rabin1	03-juin-74	29-oct-74	1	148	3
3	Rabin2	29-oct-74	20-déc-76	1	783	3
4	Rabin3	21-déc-76	17-mai-77	3	147	2
5	Begin1	19-juin-77	24-oct-77	1	127	2
6	Begin2	24-oct-77	30-juin-81	3	1344	3
7	Begin3	05-août-81	15-sept-83	2	771	3
8	Shamir1	10-oct-83	23-juil-84	3	287	4
9	Peres1	13-sept-84	20-oct-86	2	767	7
10	Shamir2	20-oct-86	01-nov-88	3	743	7
11	Shamir3	22-déc-88	15-mars-90	1	448	4
12	Shamir4	11-juin-90	16-nov-90	1	158	7
13	Shamir5	16-nov-90	03-févr-91	1	79	8
14	Shamir6	03-févr-91	29-déc-91	1	329	8
15	Shamir7	29-déc-91	21-janv-92	1	23	7
16	Shamir8	21-janv-92	23-juin-92	3	154	5
17	Rabin4	13-juil-92	14-sept-93	1	428	3
18	Rabin5	14-sept-93	25-déc-94	1	467	2
19	Rabin6	25-déc-94	04-nov-95	2	314	3
20	Peres2	22-nov-95	29-mai-96	3	189	4
21	Netanyahu1	18-juin-96	04-janv-98	1	565	8
22	Netanyahu2	04-janv-98	17-mai-99	3	498	7
23	Barak1	06-juil-99	22-juin-00	1	352	6

24	Barak2	22-juin-00	09-juil-00	1	17	5
25	Barak3	09-juil-00	06-févr-01	1	212	2
26	Sharon1	07-mars-01	15-oct-01	1	222	8
27	Sharon2	15-oct-01	20-mai-02	1	217	6
28	Sharon3	20-mai-02	3-juin-02	1	14	4
29	Sharon4	3-juin-02	30-oct-02	1	149	5
30	Sharon5	30-oct-02	28-janv-03	3	90	4
	Sharon6	28-févr-03 ***			***	

(Italie)

1	Andreotti2	26-juin-72	12-juin-73	1	351	3
2	Rumor4	07-juil-73	02-mars-74	1	238	4
3	Rumor5	14-mars-74	03-oct-74	1	203	3
4	Moro2	23-nov-74	07-janv-76	1	410	2
5	Moro3	12-févr-76	30-avr-76	3	78	1
6	Andreotti3	29-juil-76	31-janv-79	1	862	1
7	Andreotti4	20-mars-79	31-mars-79	3	11	3
8	Cossiga1	04-août-79	19-mars-80	1	228	3
9	Cossiga2	04-avr-80	28-sept-80	1	177	3
10	Forlani	18-oct-80	26-mai-81	1	220	4
11	Spadolini	28-juin-81	07-août-82	1	487	5
12	Fanfani5	01-déc-82	22-avr-83	3	142	4
13	Craxi	04-août-83	27-juil-86	1	1088	5
14	Fanfani6	17-avr-87	28-avr-87	3	11	*****
15	Goria	28-juil-87	11-mars-88	2	227	5
16	De Mita	13-avr-88	19-mai-89	2	401	5
17	Andreotti5	23-juil-89	29-mars-91	1	614	5
18	Andreotti6	13-avr-91	05-avr-92	3	339	4
19	Amato1	28-juin-92	22-avr-93	1	298	4
20	Ciampi	29-avr-93	13-janv-94	3	259	4
21	Berlusconi1	11-mai-94	22-déc-94	1	225	4
22	Dini	17-janv-95	07-janv-96	3	355	*****
23	Prodi	18-mai-96	09-oct-98	1	874	4
24	D'Alema1	21-oct-98	18-déc-99	1	58	7
25	D'Alema2	23-déc-99	17-avr-00	1	116	7
26	Amato2	26-avr-00	13-mai-01	1	382	8
	Berlusconi2	11-juin-01 ***			***	

(Jamaïque)

1	Manley1	02-mars-72	15-déc-76	3	1749	1
2	Manley2	15-déc-76	30-oct-80	3	1415	1
3	Seaga1	07-nov-80	15-déc-83	3	1133	1
4	Seaga2	15-déc-83	09-févr-89	3	1883	1
5	Manley3	13-févr-89	28-mars-92	2	1139	1
6	Patterson1	28-mars-92	30-mars-93	3	367	1
7	Patterson2	30-mars-93	18-déc-97	3	1724	1

8	Patterson3 Patterson4	18-déc-97 16-oct-02 ***	16-oct-02	3	1763 ***	1
(Luxembourg)						
1	Thorn	15-juin-74	10-juin-79	3	1821	2
2	Werner4	16-juil-79	17-juin-84	3	1798	2
3	Santer1	20-juil-84	18-juin-89	3	1794	2
4	Santer2	14-juil-89	12-juin-94	3	1794	2
5	Santer3	13-juil-94	20-janv-95	2	191	2
6	Juncker1 Juncker2	26-janv-95 07-août-99 ***	13-juin-99	3	1599 ***	2
(Maurice)						
1	Ramgoolam1(+)	28-déc-76	11-juin-82	3	1991	2
2	Jugnauth1	15-juin-82	17-juin-83	3	367	3
3	Jugnauth2	27-août-83	20-févr-84	1	177	4
4	Jugnauth3	20-févr-84	08-août-86	1	900	4
5	Jugnauth4	08-août-86	30-août-87	3	387	4
6	Jugnauth5	30-août-87	15-août-88	1	351	4
7	Jugnauth6	15-août-88	24-sept-90	1	770	3
8	Jugnauth7	24-sept-90	15-sept-91	3	356	3
9	Jugnauth8	15-sept-91	24-oct-93	1	769	3
10	Jugnauth9	24-oct-93	13-févr-95	1	478	3
11	Jugnauth10	13-févr-95	16-nov-95	3	276	4
12	Ramgoolam1 (fils)	30-déc-95	21-juin-97	1	539	2
13	Ramgoolam2 Jugnauth11	21-juin-97 17-sept-00 ***	11-sept-00	3	1178 ***	1
(Norvège)						
1	Korvald	18-oct-72	12-oct-73	3	359	3
2	Bratteli2	16-oct-73	09-janv-76	2	815	1
3	Nordli1	15-janv-76	11-sept-77	3	605	1
4	Nordli2	11-sept-77	30-janv-81	2	1237	1
5	Brundtland1	04-févr-81	12-oct-81	3	250	1
6	Willoch1	14-oct-81	01-juin-83	1	595	1
7	Willoch2	08-juin-83	08-sept-85	3	823	3
8	Willoch3	08-sept-85	02-mai-86	1	236	3
9	Brundtland2	09-mai-86	13-oct-89	3	1250	1
10	Syse	16-oct-89	29-oct-90	1	378	3
11	Brundtland3	03-nov-90	13-sept-93	3	1045	1
12	Brundtland4	13-sept-93	23-oct-96	2	1163	1
13	Jagland	25-oct-96	14-oct-97	3	325	1
14	Bondevik1	17-oct-97	09-mars-00	1	873	3
15	Stoltenberg Bondevik2	17-mars-00 19-oct-01 ***	17-oct-01	3	579 ***	1

(Nouvelle-Zélande)

1	Marshall	07-févr-72	25-nov-72	3	292	1
2	Kirk	08-déc-72	31-août-74	2	631	1
3	Rowling	06-sept-74	29-nov-75	3	449	1
4	Muldoon1	12-déc-75	25-nov-78	3	1079	1
5	Muldoon2	25-nov-78	28-nov-81	3	1099	1
6	Muldoon3	28-nov-81	14-juil-84	3	959	1
7	Lange1	26-juil-84	15-août-87	3	1116	1
8	Lange2	15-août-87	08-août-89	2	724	1
9	Palmer	08-août-89	04-sept-90	2	392	1
10	Moore	04-sept-90	27-oct-90	3	53	1
11	Bolger1	02-nov-90	06-nov-93	3	1100	1
12	Bolger2	06-nov-93	11-sept-94	1	309	1
13	Bolger3	11-sept-94	28-août-95	1	351	2
14	Bolger4	28-août-95	28-févr-96	1	184	1
15	Bolger5	28-févr-96	12-oct-96	3	227	2
16	Bolger6	16-déc-96	08-déc-97	2	357	2
17	Shipley1	08-déc-97	26-août-98	1	261	2
18	Shipley2	26-août-98	27-nov-99	3	458	3
19	Clark1	10-déc-99	27-juil-02	3	960	2
	Clark2	27-juil-02 ***			***	

(Pays-Bas)

1	Biesheuvel2	09-août-72	29-nov-72	3	133	4
2	Den Uyl	11-mai-73	22-mars-77	3	1411	5
3	Van Agt1	19-déc-77	26-mai-81	3	1253	2
4	Van Agt2	11-sept-81	12-mai-82	1	243	3
5	Van Agt3	29-mai-82	08-sept-82	3	101	2
6	Lubbers1	04-nov-82	21-mai-86	3	1296	2
7	Lubbers2	14-juil-86	02-mai-89	3	1151	2
8	Lubbers3	07-nov-89	03-mai-94	3	1638	2
9	Kok1	22-août-94	06-mai-98	3	1356	3
10	Kok2	03-août-98	19-mai-99	1	289	3
11	Kok3	02-juin-99	16-avr-02	3	1049	3
12	Balkenende1	22-juil-02	16-oct-02	1	86	3
13	Balkenende2	16-oct-02	22-janv-03	3	98	2
	Balkenende3	27-mai-03 ***			***	

(Pologne)

1	Olszewski	23-déc-91	05-juin-92	1	165	3
2	Suchocka1	11-juil-92	28-avr-93	1	291	7
3	Suchocka2	28-avr-93	28-mai-93	3	30	6
4	Pawlak	26-oct-93	01-mars-95	2	491	2
5	Oleksy	01-mars-95	07-févr-96	2	343	2
6	Cimoszewicz	07-févr-96	21-sept-97	3	592	2
7	Buzek1	10-nov-97	06-juin-00	1	939	2

8	Buzek2 Miller	06-juin-00 19-oct-01 ***	23-sept-01	3	474 ***	1
(Portugal)						
1	Soares1	23-juil-76	09-déc-77	1	474	1
2	Soares2	23-janv-78	28-juil-78	1	185	2
3	Nobre da Costa	29-août-78	15-sept-78	1	18	*****
4	Mota Pinto	22-nov-78	11-juin-79	1	189	*****
5	Pintassilgo	31-juil-79	27-déc-79	3	147	*****
6	Sá Carneiro1	03-janv-80	05-oct-80	3	272	3
7	Sá Carneiro2	05-oct-80	09-janv-81	2	96	3
8	Balsemao	09-janv-81	23-déc-82	3	691	3
9	Soares3	09-juin-83	12-juil-85	3	794	2
10	Cavaco Silva1	06-nov-85	19-juil-87	3	481	1
11	Cavaco Silva2	17-août-87	06-oct-91	3	1481	1
12	Cavaco Silva3	31-oct-91	01-oct-95	3	1413	1
13	Guterres1	28-oct-95	10-oct-99	3	1443	1
14	Guterres2 Barroso	10-oct-99 28-mars-02 ***	17-déc-01	3	434 ***	1
(République Tchèque)						
1	Klaus1(+)	01-janv-93	01-juin-96	3	1247	3
2	Klaus2	05-juil-96	30-nov-97	1	513	3
3	Tosovsky	30-déc-97	17-juil-98	3	199	*****
4	Zeman Spidla	18-juil-98 15-juil-02 ***	15-juin-02	3	1428 ***	1
(Royaume-Uni)						
1	Wilson3	05-mars-74	10-oct-74	3	219	1
2	Wilson4	10-oct-74	06-avr-76	2	543	1
3	Callaghan	06-avr-76	03-mai-79	3	1122	1
4	Thatcher1	05-mai-79	09-juin-83	3	1496	1
5	Thatcher2	09-juin-83	11-juin-87	3	1463	1
6	Thatcher3	11-juin-87	28-nov-90	2	1266	1
7	Major1	28-nov-90	09-avr-92	3	498	1
8	Major2	09-avr-92	01-mai-97	3	1848	1
9	Blair1 Blair2	07-mai-97 07-juin-01 ***	07-juin-01	3	1492 ***	1
(Sainte-Lucie)						
1	Louisy	04-juil-79	30-avr-81	2	666	1
2	Cenac	30-avr-81	16-janv-82	1	261	1
3	Pilgrim1	16-janv-82	03-mai-82	3	107	3
4	Compton1(+)	05-mai-82	06-avr-87	3	1797	1
5	Compton2	06-avr-87	27-avr-92	3	1848	1
6	Compton3	27-avr-92	02-avr-96	2	1436	1

7	Lewis	02-avr-96	23-mai-97	3	416	1
8	Anthony1	26-mai-97	03-déc-01	3	1652	1
	Anthony2	03-déc-01 ***			***	

(Saint-Vincent et les Grenadines)

1	Cato2	05-déc-79	25-juil-84	3	1694	1
2	Mitchell1	27-juil-84	16-mai-89	3	1754	1
3	Mitchell2	16-mai-89	21-févr-94	3	1742	1
4	Mitchell3	21-févr-94	15-juin-98	3	1575	1
5	Mitchell4	15-juin-98	27-oct-00	2	865	1
6	Eustache	27-oct-00	28-mars-01	3	152	1
	Gonsalves	31-mai-01 ***			***	

(Slovaquie)

1	Meciar1(+)	13-déc-94	26-sept-98	3	1383	3
2	Dzurinda1	30-oct-98	21-sept-02	3	1422	4
	Dzurinda2	16-oct-02 ***			***	

(Slovénie)

1	Drnovšek1(+)	25-janv-93	26-janv-96	1	1096	5
2	Drnovšek2	26-janv-96	10-nov-96	3	289	4
3	Drnovšek3	27-févr-97	08-avr-00	1	1136	3
4	Bajuk	07-juin-00	15-oct-00	3	130	2
5	Drnovšek4	30-nov-00	19-déc-02	2	749	4
	Rop	19-déc-02 ***			***	

(Suède)

1	Palme3	16-sept-73	19-sept-76	3	1099	1
2	Fälldin1	07-oct-76	05-oct-78	1	728	3
3	Ullsten	13-oct-78	16-sept-79	3	338	1
4	Fälldin2	11-oct-79	08-mai-81	1	575	3
5	Fälldin3	19-mai-81	19-sept-82	3	488	2
6	Palme4	07-oct-82	15-sept-85	3	1074	1
7	Palme5	15-sept-85	01-mars-86	2	167	1
8	Carlsson1	12-mars-86	18-sept-88	3	921	1
9	Carlsson2	18-sept-88	15-sept-91	3	1092	1
10	Bildt	03-oct-91	18-sept-94	3	1081	4
11	Carlsson3	06-oct-94	18-mars-96	2	529	1
12	Persson1	21-mars-96	20-sept-98	3	913	1
13	Persson2	20-sept-98	15-sept-02	3	1456	1
	Persson3	21-oct-02 ***			***	

.....

Lorsque *PM* = (nom) (+), la personne occupa aussi le poste de Premier ministre dans la période précédant 1972. Lorsque nous avons l'information, le (+) est absent et le nombre adéquat est placé à la suite du nom du Premier ministre.

Lorsque *FIN* = ***, le cabinet n'est pas terminé au 30 juin 2004.

Lorsque *Nombre partis* = *****, le cabinet est un 'caretaker' et n'est pas considéré dans les analyses sur les coalitions et les nombres de partis.